



Montpellier, le

22nd FEV. 2013

N/Réf. : CF/CC/PR/CG - n° 2013-5

Cher(e) collègue,

Je vous prie de trouver ci-joint l'exemplaire du compte rendu de la séance du Conseil de Communauté du mardi 12 février 2013 à 18h00.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Cher(e) collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Services,



Christian FINA.



SEANCE ORDINAIRE DU 12 FÉVRIER 2013

Compte rendu

L'an deux mille treize et le douze février à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. M. LENTHERIC, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. G. LAURET suppléant de M. P. DUDIEUZERE, M. P. POITEVIN suppléant de M. J.-M. LEGOUGE, M. P. MARTY suppléant de M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. POITEVIN suppléant de M. N. SEGURA.

Pouvoir(s):

M. H. ALLOUCHE à Mme D. SANTONJA, M. C. BOUILLE à Mme H. MANDROUX, M. J.-P. COULET à M. A. MOYNIER, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. S. FLEURENCE, M. M. LEVITA à Mme H. QVISTGAARD, M. E. PASTOR à M. F. ANDREU, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Excusé(es):

Mme S. BLANPIED

Absent(es):

Mme C. LABROUSSE

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 50 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 17 JANVIER 2013

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du Procès-Verbal du jeudi 17 janvier 2013.

Le projet du Procès-Verbal du jeudi 17 janvier 2013 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2012-110 – 08/01/13 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'une convention d'avance remboursable conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée suite à la dissolution du SIVOM de l'Etang de l'Or

Objet : Suite à la dissolution de SIVOM de l'Etang de l'Or, dont les modalités sont fixées par les arrêtés préfectoraux du n°2011/01/2618 du 9 décembre 2011 et n°2012/01/669 du 22 mars 2012, la convention d'avance remboursable n°19991540 conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée est transférée à la Communauté

d'Agglomération de Montpellier. Le capital restant dû est de 25 875,85€ au 1^{er} janvier 2011, conformément aux arrêtés préfectoraux susvisés.

N°D2012-589 - 14/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au contrat pour l'action de formation CAP Management 2013

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Management avec la société ALIDORO, 68 rue Pablo Casals à 34000 Montpellier. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2013, aux entreprises accompagnées. Le montant total de la prestation s'élève à 12 750 € H.T.

N°D2012-593 - 14/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au contrat pour l'action de formation CAP Prospection 2013

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Prospection avec la société OMNYA, 9 rue de Lorraine – 34070 Montpellier et avec son sous-traitant DYNEIS – Espace Richter Centre – 80 place Ernest Granier – 34000 Montpellier. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2013, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois. Le montant total de la prestation s'élève à 34 000 € H.T.

N°D2012-654 - 10/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont

Objet : Un avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du Théâtre de Grammont est conclu avec la SARL Théâtre des Treize Vents. Cet avenant prolonge la durée de l'autorisation d'occupation du domaine public d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2013.

N°D2012-664 - 11/01/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3085DS12 de nettoyage des piscines Poséïdon, Amphitrite, Neptune et Spilliaert de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services concernant le nettoyage des piscines Poséïdon, Amphitrite, Neptune et Spilliaert de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est passé avec la société Derichebourg Propreté sise à Mauguio. Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une période d'un an, renouvelable une fois. Le montant annuel du marché s'élève à 49 188, 84 € H.T. pour les prestations courantes et 7 318, 39€ H.T. pour les prestations ponctuelles, soit un total de 56 507, 23 € H.T.

N°D2012-665 - 10/01/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché de travaux n°3038GD12 lot 1 d'équipement du bassin d'eaux pluviales du centre de tri DEMETER pour la réalisation de travaux supplémentaires

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3038GD12 de travaux est passé avec la société B MATHIEU Service sise 1 rue des Tourmalines 34000 MONTPELLIER. Cet avenant concerne la rénovation d'un ouvrage béton sur le bassin d'eaux pluviales du centre de tri DEMETER. Le présent avenant s'élève à 1 030,00 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 8 235,00€ H.T.

N°D2012-678 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'association Lattes Loisirs et Culture

Objet : L'association Lattes Loisirs et Culture souhaitant organiser des cycles de conférences dans l'auditorium du Musée Henri Prades, il convient d'établir une convention qui définisse les modalités d'occupation temporaire du domaine public. Celle-ci prévoit la mise à disposition de cet espace pour 12 séances annuelles et précise les conditions d'utilisation et les obligations de l'association. Elle est établie pour une durée de 3 ans. L'occupation est consentie à titre gracieux.

N°D2012-679 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'association Histoire et Information

Objet : L'association Histoire et Information souhaitant organiser des cycles de conférences dans l'auditorium du Musée Henri Prades, il convient d'établir une convention qui définisse les modalités de l'occupation temporaire du domaine public. Celle-ci prévoit la mise à disposition de cet espace pour 6 séances annuelles et précise les conditions d'utilisation et les obligations de l'association. Elle est établie pour une durée de 3 ans. L'occupation est consentie à titre gracieux.

N°D2012-682 - 07/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2718DC11 de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation du site Bonnier de la Mosson

Objet : Un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre, référencé sous le n°2718DC12, relatif à la sécurisation du site Bonnier de la Mosson, est passé avec le cabinet ART ARCHITECTURE, sis 3 rue Elie Delcros – 66 000 PERPIGNAN. Le présent avenant s'élève à 11 165,00 € H.T. Le forfait définitif de rémunération est ainsi porté à 55 165,00 € H.T.

N°D2012-685 - 07/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3049DC12 de restauration et de conservation sur les œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - Lot n°1

Objet : Un marché n°3049DC12 est passé avec Madame Béatrice Girault-Kurtzemann, restauratrice de textile, domiciliée, 1787, chemin de l'Abrian, - 84100 ORANGE. Ce marché concerne le lot n°1, nettoyage et conditionnement de 7 costumes militaires et éléments individuels ainsi que leur mise en état. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois. Le montant du marché s'élève à 9 750,00 € H.T.

N°D2012-686 - 07/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3049DC12 de restauration et de conservation sur les œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - Lot n° 2

Objet : Un marché n°3049DC12 de restauration de cadres est passé avec Monsieur Sébastien DAVID, Restaurateur, domicilié 12 rue Aimé BARDOU - 37210 VERNOU sur BRENNÉ. Ce marché concerne le lot n°2, restauration de cadres. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois. Le montant du marché s'élève à 27 768,00 € H.T.

N°D2012-687 - 07/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3049DC12 de restauration et de conservation sur les œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - Lot n°4

Objet : Un marché n°3049DC12 est passé avec Madame Caroline SALVAT, Conservateur-Restaurateur, domiciliée à La Croix Blanche - 46700 GREZELS. Ce marché concerne le lot n°4, restauration d'un buste en plâtre. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois. Le montant du marché s'élève à 1 417,00 € H.T.

N°D2012-688 - 08/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3049DC12 de restauration et de conservation sur des œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - Lot n°6

Objet : Un marché n°3049DC12 est passé avec la Société Clepsydra - Monsieur Klaus LORENZ, domiciliée Le Bourg - 46000 - PINSAC. Ce marché concerne le lot n°6, mise en état de présentation de jouets anciens. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois. Le montant du marché s'élève à 5 905,00 € H.T.

N°D2012-689 - 07/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3049DC12 de restauration et de conservation des œuvres de la collection du Musée de l'Histoire de France en Algérie - Lot n°7

Objet : Un marché n°3049DC12 est passé avec l'atelier en conservation et restauration LAZULUM, domicilié, 45 rue Terrusse - 13005 MARSEILLE. Ce marché concerne le lot n°7- bichonnage de cinq tableaux. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois. Le montant du marché s'élève à 8 527,24 € H.T.

N°D2012-690 - 23/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société INNOBAT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société INNOBAT pour une période de douze mois à compter du 01 janvier 2013 soit jusqu'au 31 décembre 2013. La redevance à payer par la société INNOBAT pour la surface de 40,77 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 430,12 euros H.T.

N°D2012-691 - 14/01/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3060GD12 d'étude d'optimisation de l'organisation des services à l'usager de collectes des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°3060GD12 relatif à une étude d'optimisation des services de collecte des déchets est conclu avec le groupement conjoint solidaire VERDICITE / ECOBOX. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 9 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 73 725,00 € H.T.

N°D2012-692 - 23/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société M2J GROUP au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société M2J GROUP pour une période de six mois à compter du 1er janvier 2013 soit jusqu'au 30 juin 2013. La redevance à payer par la société M2J GROUP pour la surface de 12 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 166,56 euros H.T.

N°D2012-696 - 04/01/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché subséquent n°3130EA12 à l'accord cadre n°2946 - AMO OSCEAU - Mission n°1 état des lieux technique, administratif, financier et organisation du fonctionnement actuel du service

Objet : Un marché subséquent n°3130EA12 à l'accord cadre précité est passé avec le groupement SERVICE PUBLIC 2000/KFH Com/LISODE. Ce marché concerne la mission 1, état des lieux technique, administratif, financier et organisationnel du fonctionnement actuel du service. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Sa durée est de 3 mois. Le montant du marché s'élève à 99 475,00 € H.T.

N°D2012-702 - 07/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre n°3178DC12 pour le conseil, l'assistance à la création de la scénographie et de la signalétique intérieure, de l'exposition De l'idéal au réel, L'architecture maçonnique du 18ème siècle à nos jours, à la Médiathèque Emile Zola

Objet : Un marché n°3178DC12 de maîtrise d'œuvre est passé avec le groupement Hervé MANGANI et Valérie JULIEN. Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour le conseil, l'assistance à la création de la scénographie et de la signalétique intérieure, avec suivi des travaux de l'exposition « De l'idéal au réel L'architecture maçonnique du 18^{ème} siècle à nos jours » à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola de Juin à Juillet 2013. Le marché prend effet à compter de 2 janvier 2013. Sa durée est de 8 mois. Le montant du marché s'élève à 17 000 € H.T.

N°D2012-709 - 10/01/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3102GD12 de réalisation d'une enquête sur la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3102GD12 de prestations intellectuelles est passé avec la société IPSOS sise à Paris. Ce

marché concerne la réalisation d'une enquête sur la prévention et la gestion des déchets auprès des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, répétée deux ans après la première enquête. Le marché prend effet à compter de sa notification. Ce marché prendra fin au plus tard le 31 décembre 2014. Le montant du marché s'élève à 38 500,00 € H.T.

N°D2012-712 - 18/01/2013 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché n°30176DE12 d'élaboration d'un Schéma Directeur des Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et pré-programmation d'un VEAS écoconstruction

Objet : Un marché de prestation intellectuelle est passé avec la Société Argo & Siloe. Ce marché concerne les Villages d'entreprises artisanales et de services (VEAS) et la pré-programmation d'un VEAS écoconstruction. Le marché prend effet à compter de la notification du marché. Sa durée est de 3 mois. Le montant du marché s'élève à 29 175,00 € H.T.

N°D2012-713 - 22/01/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Marché n°2830bisEA12 des travaux de protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société BUESA FRERES, sise à BEZIERS, en vue de la réalisation des travaux de protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols. Le marché comprend les missions suivantes : pour la tranche ferme, la pose d'un rideau de palplanches étanches, la mise en œuvre d'un remblai en argile et la protection de la berge de l'étang du Méjean au droit du quartier de Port de Carême. Pour la tranche conditionnelle n°1, la construction d'un promontoire au niveau de la placette des abeilles et pour la tranche conditionnelle n°2, la réalisation des aménagements paysagers. La durée du marché est de 7 mois. Le montant du marché s'élève à 868 494,50 € H.T.

N°D2012-714 - 22/01/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3166DC12 de transport aller et retour des œuvres de l'exposition L'Atelier de l'œuvre, dessins italiens du XVII^{ème} siècle de Raphaël à Tiepolo au musée Fabre à Montpellier

Objet : Un marché n°3166DC12 est passé, pour le lot n° 1 : transport aller et retour des œuvres hors Etats-Unis et le lot n° 2 : transport aller et retour des œuvres provenant des Etats-Unis, avec la société LP ART sise à Montreuil. Il prend effet à compter de sa notification et dure 6 mois. Il est constitué du lot n°1 pour un montant de 114 960 € H.T. soit 130 836 € T.T.C. et du lot n° 2 pour un montant de 40 560 € T.T.C.

N°D2012-716 - - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de prêt d'objets archéologiques avec l'Université Paul Valéry - Montpellier III

Objet : Par une décision n° D2012-301, en date du 18/09/2012, a été autorisée la signature d'une convention de prêts d'objets archéologiques à l'Université Paul Valéry - Montpellier III. Il s'agissait de mettre à disposition de l'Université une trentaine de statuettes de Myrina lui appartenant et mises en dépôt au Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades, afin qu'elles soient présentées au Musée des Moulages dans le cadre d'une exposition organisée pour les Journées du Patrimoine. L'Université souhaitant prolonger cette exposition, il convient d'établir un avenant n°1 à la convention de prêt, modifiant son article 4, et portant sa durée jusqu'au 31 mars 2013 au lieu du 31 décembre 2012.

N°D2012-717 - 22/01/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles : études de potentialités commerciales dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site stratégique Plaine du Colombier à Baillargues confié à la SAAM

Objet : Un marché est passé avec la société INTENCITE, 69 rue des Rigoles, 75 020 PARIS. Ce marché concerne l'état des lieux, le diagnostic, l'analyse des potentialités et des contraintes ; l'élaboration de la stratégie et des concepts commerciaux et l'analyse des projets urbains développés par les équipes amenées à concourir dans le cadre du dialogue compétitif. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois. Le montant du marché s'élève à 12 330 € H.T.

N°D2012-719 - 14/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3156DC12 de nettoyage des locaux, des mobiliers et des espaces extérieurs de la Médiathèque F. Giroud

Objet : Un marché n°3157DC12 de nettoyage est passé avec la société SUD SERVICES sise à Castelnau le Lez. Ce marché concerne le nettoyage des locaux, des mobiliers et des espaces extérieurs de la médiathèque F. Giroud à Castries. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Le montant du marché s'élève à 33 600,00 € H.T.

N°D2012-722 - 22/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'avenant n°2 au marché de nettoyage n°2797DC11 du Musée Henri Prades - Site archéologique de Lattes

Objet : Un avenant n°2 au marché n°2797DC11 est passé avec la société SENER, sise au 238 rue du Luxembourg - ZE Jean Monet Nord -83500 - La Seyne sur Mer. Cet avenant concerne les prestations spécifiques de nettoyage qui seront engagées au cours de l'année 2013 lors des manifestations culturelles du Musée Henri Prades. Le présent avenant s'élève à 474,00 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 26 127,00 € H.T.

N°D2012-723 - 17/01/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3187DS12 de prestations de services pour les pelouses des stades de la Mosson et Yves du Manoir

Objet : Un marché à bons de commande n°3187DS12 est passé avec la société SOLÉA. Ce marché concerne le suivi technique en phase d'entretien des pelouses des stades de la Mosson « Mondial 98 » et Yves du Manoir, et de la mise en réseau d'un itinéraire technique annuel adapté aux deux aires de jeux. La durée du marché est d'un an à compter de sa notification, reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour une période

d'un an, sauf renonciation du titulaire. Le montant prévisionnel annuel du marché est de 20 000 € H.T. maximum.

N°D2012-724 - 17/01/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3188DS12 de prestations de services fourniture de produits horticoles

Objet : Un marché à bons de commande n°3188DS12 est passé avec la société TOUCHAT sise à Mauguio. Ce marché concerne la fourniture de produits horticoles destinés à l'entretien du patrimoine sportif. La durée du marché est d'un an à compter de sa notification, reconductible deux fois de manière expresse par la personne publique par période d'un an, sauf renonciation du titulaire. Le montant prévisionnel annuel du marché est de 30 000 € H.T. maximum.

N°D2012-725 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire de la salle de projection de la médiathèque d'agglomération Jean Giono par la Ville de Pérols pour des conférences de l'Ecole Municipale de Musique de Danse Théâtre

Objet : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est passée avec la Ville de Pérols, afin de permettre l'organisation, par l'EMMDT, de 5 conférences dans la salle de projection de la médiathèque d'agglomération Jean Giono. La convention prend effet à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2013.

N°D2012-727 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition Salon divers avec 35 exposants à la médiathèque Garcia Lorca

Objet : 35 contrats de prêts d'œuvres, représentant les 128 œuvres destinées à l'exposition «Salon divers», sont conclus avec 35 exposants. Les prêts de l'exposition «Salon divers» prendront effet à compter du 15 janvier jusqu'au 16 février 2013. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 22 130 € pour la période du 15 janvier au 16 février 2013.

N°D2013-4 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du documentaire Aci Trezza - Impressions néoréalistes à la médiathèque Fellini

Objet : Un contrat d'achat de droits pour la projection du documentaire « Aci Trezza – Impressions néoréalistes » est conclut avec l'association Clap Clap Cinoeil pour un montant de 179 € T.T.C. La projection prendra effet le 10 janvier 2013.

N°D2013-7 - 23/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter du 23 janvier 2013 soit jusqu'au 22 juillet 2013. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 074,33 euros H.T.

N°D2013-11 - 23/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Vignobles du Soleil dans le VEAS HANNIBAL

Objet : La candidature de la société Vignobles du Soleil est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est le négoce de vins. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots A06 - B10 et B11 de 238,82 m² pour une période de 24 mois. Elle emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°D2013-12 - 23/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Paléotime dans le VEAS Hannibal

Objet : La candidature de la société Paléotime est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est l'archéologie. Elle est candidate à la location du lot A01 de 171,11 m² pour une période de 23 mois. La société emploie actuellement 2 salariés et prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

N°D2013-13 - 23/01/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SARL LADY GREEN

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA04767 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 14 décembre 2012 par la SARL LADY GREEN tendant à indemnisation pour préjudice commercial subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-14 - 18/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société WASSELIN et Associés dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société Wasselin et associés est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est l'expertise comptable. Elle est candidate à la location du lot B05 de 59,25 m² pour une période de 23 mois. La société prévoit 1 emploi nouveau à 3 ans.

N°D2013-15 - 18/01/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALVER dans les Ateliers Relais de Prades le Lez

Objet : La candidature de la société ALVER est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades le Lez. Son activité est l'industrie pharmaceutique. Elle est candidate au renouvellement de la location de l'atelier n°1 de 112,50 m² pour une période de 24 mois. ALVER emploie actuellement 12 personnes et projette d'atteindre un effectif de 15 personnes à 3 ans.

N°D2013-17 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition De la tête et du coeur à la médiathèque Aimé Césaire

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres pour l'exposition « De la tête et du cœur », présentée à la médiathèque Aimé Césaire du 24 janvier au 12 mars 2013, est conclu à titre gratuit avec M. Philippe Aubry. Les prêts de l'exposition «De la tête et du cœur» prendront effet à compter du 24 janvier jusqu'au 12 mars 2013. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 4 015 € pour la période du 24 janvier au 12 mars 2013.

N°D2013-20 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle L'arche de Noémie

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle L'arche de Noémie joué le 19 janvier 2013 à Murviel lès Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Alegria Kryptonite et la Compagnie Art Mixte, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C.

N°D2013-22 - 23/01/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°1 concernant la convention d'occupation précaire avec la SAS EAG Honda, parcelle cadastrée section BC N°11 - Commune du Crès

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la SAS EAG Honda, domicilié 450 route de Nîmes, 34920 Le Crès, représenté par M Eric CAPEL Gérant, un avenant à la convention d'occupation précaire pour une parcelle cadastrée section BC n°11, en nature au sol, d'une contenance totale de 11 a 11ca, sise sur la Commune du Crès. L'avenant à la convention d'occupation précaire est consenti pour une durée d'un an. Le montant de la redevance d'occupation est de 1 500 € / trimestre.

N°D2013-27 - 15/01/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section SW 9, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 26 et 28 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la dia auprès de la Commune de Montpellier des parcelles cadastrées SW 9, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 26 et 28, d'une surface totale de 50 649 m², avec plusieurs bâtis dont une maison de maître, un local, des dépendances et deux petites maisons, situées aux lieudits Le Grand Grès et 500 Bis Rue de la Méjanelle à Montpellier. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 1 330 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre des ZAD de compétence communautaire sont nécessaires pour constituer des réserves foncières.

N°D2013-29 - 23/01/13 - Direction de la Culture

Décision relative à la mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à l'association Compagnie Je Pars à Zart

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'association Compagnie Je Pars à Zart à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 4 mars au 30 avril 2013 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N°D2013-34 - 23/01/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Désordres sous-station Malbosc

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP Fabiani Luc-Thaler, Avocats près le Conseil d'Etat pour se pourvoir en cassation contre le jugement de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°11MA00671 rejetant la condamnation solidaire de la société Semaly, de la société Egis Eau, du Beterem infrastructure, de M André Garcia Diaz, de la société Crouzet Jaumes, de la société Imagine architecture et de la société GFC Construction venant au droit de la société la Méridionale à verser à la Compagnie Albingia assureur TAM, à la Société des transports de l'agglomération (TAM) et à la Communauté d'Agglomération de Montpellier les indemnités en réparation des désordres subis par la sous-station électrique "Malbosc" dans le cadre de la réalisation de la ligne n°1 du tramway.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : FINANCES – M14 - AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS - CATÉGORIES ET DURÉE - MODIFICATION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La réforme de la nomenclature budgétaire et comptable M14 au 1^{er} janvier 2006 a simplifié certaines procédures budgétaires et comptables et apporté une meilleure lisibilité des documents budgétaires. Elle a notamment imposé l'inscription des subventions d'équipement en section d'investissement et a donc rendu obligatoire leur amortissement. Elle prévoyait une durée d'amortissement de 15 ans pour les subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics et de 5 ans pour celles versées à des bénéficiaires privés.

Le décret n°2011-1951 du 23 décembre 2011 a eu pour objet de modifier l'article R2321-1 du code général du code des collectivités territoriales afin de fixer la durée d'amortissement des subventions d'équipements versées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale non plus en fonction de la nature publique ou privée du bénéficiaire mais en fonction de la durée de vie du bien financé.

Il est proposé au Conseil d'appliquer la durée de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études ; quinze ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations ; trente ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructure d'intérêt national. Les aides à l'investissement des entreprises ne relevant d'aucune de ces catégories sont amorties en 5 ans selon le tableau ci-dessous.

1 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		Article	Libellé	Durée d'amortissement
subventions d'équipement aux organismes publics				
Etat		204111	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		204112	bâtiments et installations	15 ans
		204113	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Région		204121	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		204122	bâtiments et installations	15 ans
		204123	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Département		204131	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		204132	bâtiments et installations	15 ans
		204133	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Communes	Communes membres du GFP	2041411	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041412	bâtiments et installations	15 ans
		2041413	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
	Autres communes	2041421	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041422	bâtiments et installations	15 ans
		2041423	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Groupement de collectivités	GFP de rattachement	2041511	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041512	bâtiments et installations	15 ans
		2041513	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
	Autres groupements	2041521	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041522	bâtiments et installations	15 ans
		2041523	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Etablissements et services rattachés	Caisse des écoles	2041611	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041612	bâtiments et installations	15 ans
		2041613	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
	CCAS	2041621	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041622	bâtiments et installations	15 ans
		2041623	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
	A caractère administratif	2041631	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041632	bâtiments et installations	15 ans
		2041633	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
	A caractère industriel et commercial	2041641	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		2041642	bâtiments et installations	15 ans
		2041643	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Autres établissements publics locaux		204171	biens mobiliers, matériels et études	5 ans
		204172	bâtiments et installations	15 ans
		204173	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Autres organismes publics		204181	biens mobiliers, matériels et études	5 ans

	204182	bâtiments et installations	15 ans
	204183	projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
subventions d'équipement aux personnes de droit privés			
20421		biens mobiliers, matériels et études	5 ans
20422		bâtiments et installations	15 ans
20423		projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
2 - AIDES A L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES		20421	5 ans
3 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EN NATURE			durée
subventions d'équipement aux organismes publics			
204411		biens mobiliers, matériels et études	5 ans
204411		bâtiments et installations	15 ans
204411		projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
subventions d'équipement aux personnes de droit privés			
204421		biens mobiliers, matériels et études	5 ans
204422		bâtiments et installations	15 ans
204423		projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la durée d'amortissement des subventions d'équipement selon le tableau susvisé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2013 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Communauté du 17 janvier 2013, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL

- Section de fonctionnement :	445 485 368 euros
- Section d'investissement :	319 957 981 euros
Total :	765 443 349 euros

La répartition par chapitre du Budget Primitif 2013 est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
920	Administration Générale	26 066 540		26 066 540
921	Sécurité et salubrité publiques	15 788 275		15 788 275
922	Enseignement - Formation	11 700 000		11 700 000

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
923	Culture	50 287 264		50 287 264
924	Sports et Jeunesse	30 144 574		30 144 574
927	Logement	73 000		73 000
928	Aménagements et services urbains, environnement	142 924 197		142 924 197
929	Action économique	10 951 444		10 951 444
931	Opérations financières	35 105 000		35 105 000
933	Impôts et taxes non affectés	34 493 473		34 493 473
934	Transferts entre sections		29 929 912	29 929 912
939	Virement à la section d'investissement		58 021 689	58 021 689
Total		357 533 767	87 951 601	445 485 368

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
920	Administration Générale	2 078 996		2 078 996
921	Sécurité et salubrité publiques	509 800		509 800
922	Enseignement - Formation	9 491 000		9 491 000
923	Culture	4 956 563		4 956 563
924	Sports et Jeunesse	3 589 100		3 589 100
928	Aménagements et services urbains, environnement	10 479 801		10 479 801
929	Action économique	2 735 035		2 735 035
931	Opérations financières	512 500		512 500
932	Dotations et participations non affectées	79 206 000		79 206 000
933	Impôts et taxes non affectés	318 494 046		318 494 046
934	Transferts entre sections		13 432 527	13 432 527
Total		432 052 841	13 432 527	445 485 368

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	8 296 320		8 296 320
901	Sécurité et salubrité publiques	50 000		50 000
903	Culture	9 171 364		9 171 364
904	Sports et Jeunesse	9 207 600		9 207 600
907	Logement	8 860 483		8 860 483
908	Aménagements et services urbains, environnement	84 454 102		84 454 102
909	Action économique	21 396 785		21 396 785

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
910	Opérations patrimoniales		91 648 800	91 648 800
911	Dettes et autres opérations financières	73 440 000		73 440 000
914	Transferts entre sections		13 432 527	13 432 527
Total		214 876 654	105 081 327	319 957 981

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
901	Sécurité et salubrité publique	32 000		32 000
903	Culture	827 000		827 000
904	Sports et Jeunesse	1 560 000		1 560 000
907	Logement	4 550 000		4 550 000
908	Aménagements et services urbains, environnement	10 945 020		10 945 020
909	Action économique	4 431 625		4 431 625
910	Opérations patrimoniales		91 648 800	91 648 800
911	Dettes et autres opérations financières	103 331 935		103 331 935
912	Dotations, Subventions, Participations non affectées	6 000 000		6 000 000
914	Transferts entre sections		29 929 912	29 929 912
919	Virement de la section de fonctionnement		58 021 689	58 021 689
95	Produits de cessions d'immobilisation	8 680 000		8 680 000
Total		140 357 580	179 600 401	319 957 981

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir sur la base du rapport joint en annexe :

- approuver le Budget Primitif 2013 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées, le Budget Primitif 2013 du Budget Principal par chapitre (2 abstentions).

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES

- Section d'exploitation :
- Section d'investissement :
- Total

4 725 000 euros
592 459 euros
5 317 459 euros

La répartition par chapitres de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 456 700		1 456 700
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 230 000		2 230 000
65	Autres Charges de gestion courante	155 000		155 000
EXPLOITATION - DEPENSES				

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
66	Charges financières	26 000		26 000
67	Charges exceptionnelles	70 000		70 000
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	200 000		200 000
023	Virement à la section d'investissement		189 100	189 100
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		398 200	398 200
Total		4 137 700	587 300	4 725 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	50 000		50 000
70	Ventes de produits	4 460 000		4 460 000
75	Produits divers de gestion courante	10 000		10 000
77	Produits exceptionnels	205 000		205 000
Total		4 725 000	0	4 725 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000		31 000
20	Immobilisations corporelles	98 000		98 000
21	Immobilisations incorporelles	353 300		353 300
23	Immobilisations en cours	110 159		110 159
Total		592 459	0	592 459

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 159		5 159
021	Virement de la section d'exploitation		189 100	189 100
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		398 200	398 200
Total		5 159	587 300	592 459

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2013 des Services Funéraires par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité le Budget Primitif 2013 des Services Funéraires par chapitre.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

- Section d'exploitation :
- Section d'investissement :
- Total

25 605 100 euros
24 108 971 euros
49 714 071 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	2 888 380		2 888 380
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 470 000		2 470 000
65	Autres charges de gestion courante	1 172 800		1 172 800
66	Charges financières	4 348 000		4 348 000
67	Charges exceptionnelles	100 000		100 000
023	Virement à la section d'investissement		7 385 220	7 385 220
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		7 240 700	7 240 700
Total		10 979 180	14 625 920	25 605 100

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	122 000		122 000
70	Ventes de produits	19 217 700		19 217 700
74	Subventions d'exploitation	3 739 700		3 739 700
75	Autres produits de gestion courante	34 000		34 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 491 700	2 491 700
Total		23 113 400	2 491 700	25 605 100

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	5 700 000		5 700 000
20	Immobilisations incorporelles	507 000		507 000
21	Immobilisations corporelles	395 100		395 100
23	Immobilisations en cours	12 862 571		12 862 571
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 491 700	2 491 700
041	Opérations patrimoniales		2 152 600	2 152 600
Total		19 464 671	4 644 300	24 108 971

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	251		251
13	Subventions investissement	5 177 600		5 177 600

INVESTISSEMENT – RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
27	Autres immobilisations financières	2 152 600		2 152 600
021	Virement de la section d'exploitation		7 385 220	7 385 220
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		7 240 700	7 240 700
041	Opérations patrimoniales		2 152 600	2 152 600
Total		7 330 451	16 778 520	24 108 971

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2013 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité le Budget Primitif 2013 du service Assainissement par chapitre.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Section d'exploitation :	47 500 euros
- Section d'investissement :	5 500 euros
Total	53 000 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	7 000		7 000
65	Autres charges de gestion courante	34 000		34 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
023	Virement à la section d'investissement		3910	3 910
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 590	1 590
Total		42 000	5 500	47 500

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	40 000		40 000
74	Subventions d'exploitation	7 500		7 500
Total		47 500	0	47 500

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	5 500		5 500
Total		5 500	0	5 500

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		1 590	1 590
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 910	3 910
Total		0	5 500	5 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2013 du Service d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte l'unanimité le Budget Primitif 2013 du Service d'Assainissement Non Collectif par chapitre.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

- Section d'exploitation :	200 000 euros
- Section d'investissement :	102 500 euros
Total	302 500 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	146 800		146 800
65	Autres charges de gestion courante	16 000		16 000
66	Charges financières	1 000		1 000
67	Charges exceptionnelles	2 000		2 000
023	Virement à la section d'investissement		34 200	34 200
Total		165 800	34 200	200 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	200 000		200 000
Total		200 000	0	200 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	2 500		2 500
23	Immobilisation en cours	100 000		100 000
Total		102 500	0	102 500

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	68 300		68 300
021	Virement de la section d'exploitation		34 200	34 200
Total		68 300	34 200	102 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2013 de l'Eau Brute par chapitre budgétaire en section d'exploitation, et en section d'investissement conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte l'unanimité le Budget Primitif 2013 de l'Eau Brute par chapitre.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

- Section d'exploitation :	5 982 950 euros
- Section d'investissement :	5 529 200 euros
Total	11 512 150 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 923 450		1 923 450
012	Charges de personnel et frais assimilés	415 000		415 000
65	Autres charges de gestion courante	220 000		220 000
66	Charges financières	197 800		197 800
67	Charges exceptionnelles	5 000		5 000
023	Virement à la section d'investissement		1 610 300	1 610 300
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 611 400	1 611 400
Total		2 761 250	3 221 700	5 982 950

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	128 000		128 000
70	Ventes de produits	5 501 400		5 501 400
75	Autres produits de gestion courante	286 350		286 350
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		67 200	67 200
Total		5 915 750	67 200	5 982 950

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	813 000		813 000
16	Emprunts et dettes assimilées	280 000		280 000
20	Immobilisations incorporelles	251 000		251 000
23	Immobilisations en cours	3 679 000		3 679 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		67 200	67 200
041	Opérations patrimoniales		439 000	439 000
Total		5 023 000	506 200	5 529 200

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	1 429 500		1 429 500
27	Autres immobilisations financières	439 000		439 000
021	Virement de la section d'exploitation		1 610 300	1 610 300
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 611 400	1 611 400
041	Opérations patrimoniales		439 000	439 000
Total		1 868 500	3 660 700	5 529 200

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2013 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité le Budget Primitif 2013 de l'Eau Potable par chapitre.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - BUDGET PRIMITIF 2013 - ADOPTION

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier rapporte :

Dans le cadre du Budget Primitif 2013 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	460 500
6574	AMICALE DES RETRAITES DE L'AGGLO	2 000
6574	CIMADE	2 500
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	50 000
920	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - SERVICES GENERAUX	515 000
6574	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)	75 000
921	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - SECURITE	75 000
65738	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH)	9 350 000

922	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - ENSEIGNEMENT - FORMATION	9 350 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65738	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - FOUILLES DU CASTELLAS - MURVIEL LES MONTPELLIER	45 000
65738	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES LATTARA	55 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	10 000 000
6574	MONTPELLIER DANSE	1 619 000
6574	THEÂTRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	750 750
6574	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER (CINEMED)	450 000
6574	FESTIVAL RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	394 000
6574	STAND'ART - SALLE VICTOIRE 2	175 000
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR (ENSAD)	170 000
6574	ACTION MUSIQUE - OPERA JUNIOR	80 000
6574	THEÂTRE THALERS - LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN (TIO)	50 000
6574	THEÂTRE JACQUES COEUR - LATTES	50 000
6574	CONFLUENCES - LES INTERNATIONALES DE LA GUITARE	70 000
6574	JAZZ ACTION MONTPELLIER (JAM)	12 000
6574	ALDEBARAN	10 000
6574	LE CLUB DE LA PRESSE	10 000
6574	MAISON DE LA CHANSON	5 000
6574	CHRETIENS ET CULTURES - FESTIVAL INTERRELIGIEUX DES MUSIQUES SACREES	8 000
6574	LES AMIS DU MUSEE FABRE	4 000
6574	ART MIXTE	3 000
6574	ASSOCIATION BERENGER DE FREDOL	40 000
6574	LA BARONNIE DE CARAVETES	2 000
6574	MAISON DE LA POESIE	3 000
6574	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	3 000
6574	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (APEC)	800
6574	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	15 000
6574	JETEZ L'ENCRE	2 000

6574	UNI'ONS - FESTIVAL ARABESQUES	15 000
6574	MUSIC EVENTS - LA CHAPELLE	10 000
6574	MONTPELLIER TEMPS CHANTE	3 000
6574	PÔLE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE LANGUEDOC ROUSSILLON	30 000
6574	RESEAU EN SCENE LANGUEDOC-ROUSSILLON	20 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	ASSOCIATION LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	1 000
6574	REVEIL COURNONTERRALAIS	1 000
6574	LES AMIS DU FESTIVAL DE MAGUELONE	10 000
6574	ACADEMIE INTERNATIONALE DE MUSIQUE DE MONTPELLIER (AIMM)	10 000
6574	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE - BALTHAZAR	30 000
6574	HYBRIDES - CIE ADESSO E SEMPRE	10 000
6574	PRINTEMPS DES COMEDIENS	200 000
923	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CULTURE	14 366 550
6574	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (MHSC)	300 000
6574	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	1 270 300
6574	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION	960 000
6574	MONTPELLIER HANDBALL (MHB)	630 000
6574	EUSRL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	1 046 756
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION VOLLEY UNIVERSITE CLUB	900 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC)	1 335 000
6574	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	964 340
6574	MUC BASEBALL - LES BARRACUDAS	30 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOË KAYAK - UC	50 000
6574	MONTPELLIER GRS	100 000
6574	ECHECS CLUB DE MONTPELLIER	13 000
6574	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	10 000
6574	MONTPELLIER WATER-POLO	250 000
6574	MONTPELLIER AGGLO NATATION UC (MANUC)	270 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION PATINAGE	110 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB (MAHC)	95 000
6574	SAOS MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB (MAHC) - VIPERS	145 000

6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	30 000
6574	ARC LAT'VEDAS	8 000
6574	FEDERATION FRANCAISE COURSE CAMARGUAISE	10 000
6574	CLUBS TAURINS	19 000
6574	ECOLE DE KARATE DE PEROLS	8 000
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	20 000
6574	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	15 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE L'HERAULT (CDOS)	40 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION BEACH-VOLLEY	25 000
6574	AQUALOVE SAUVETAGE	5 000
6574	MONTPELLIER ELITE TAEKWONDO - DRAGONS TEAM	15 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION ATHLETIC MEDITERRANEE (MAAM)	100 000
6574	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	40 000
6574	ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE DE L'HERAULT (ASA HERAULT) - CRITERIUM DES CEVENNES	40 000
6574	FISE MONTPELLIER	250 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT DU JEU DE TAMBOURIN - GRAND PRIX	20 000
6574	BLUE FOX - CLUB DES SUPPORTERS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	5 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE L'HERAULT - TOURNOI FEMININ	40 000
6574	FONDS SPECIAL SPORT	20 000
6574	BEACH VOLLEY TOUR	10 000
6574	TEAM MARCOU - FIGHTING MARCOU CHALLENGE	5 000
924	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - SPORT	9 204 396
6574	CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS) - MISE EN PLACE DU PLAN LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2013-2018	50 000
927	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - LOGEMENT	50 000
65737	BAS RHÔNE LANGUEDOC (BRL) - DESSERTTE - AQUA DOMITIA	25 000
6574	CLCV - ACM - PLP	132 000
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	1 135 000
6574	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	10 000
6574	VIEUX BICLOU	4 000
6574	AMICALE DES RETRAITES TaM	1 220
65737	GROUPEMENT D'INTERÊT PUBLIC (GIP) - CONTRAT DE VILLE	95 362

6574	AIR LR	45 003
6574	SYSTEMES D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES EN LANGUEDOC ROUSSILLON (SIG LR)	1 700
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE (M'ALR)	3 000
6574	ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)	4 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - MISE EN ŒUVRE DU PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET)	20 000
65733	FONDS DE CONCOURS - ENQUETE MENAGES DEPLACEMENTS	345 000
928	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - AMENAGEMENT - URBANISME - ENVIRONNEMENT	1 821 285
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	SALON DU CHEVAL - EQUISUD	50 000
6574	CONGRES CITOYENNETE	50 000
6574	CONGRES - CORUM	150 000
6574	CONGRES - HORS CORUM	12 000
6574	IDATE	22 500
6574	EUROBIOMED - COLLOQUE MALADIES RARES	20 000
6574	MAISON DES CHÔMEURS	5 000
6574	VIN EN CHINE AVEC EUPIC	100 000
6574	MAISON DE CHINE - CHENGDU	20 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER SUD DE FRANCE (UMSF) - PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PRES)	38 300
6574	AGROPOLIS	38 113
6574	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE L'AGRICULTURE	20 000
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE MONTPELLIER (CCI)	30 000
6574	ETABLISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	100 000
6574	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM1) - LABEX ENTREPRENDRE - PACK CROISSANCE PME	7 000
6574	PROJETS COLLABORATIFS UNIVERSITES	20 000
6574	NOVAE	14 000
6574	Pix'LR	10 000
6574	CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT (CAPEB)	40 000
6574	PARTENARIAT INSTITUT ESPRIT SERVICE (IES)	20 000
6574	TRANSFERT LR	20 000
6574	MAISON DU NUMERIQUE	35 000

6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM)	410 490
6574	CHANTIERS INSERTION	130 000
6574	CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS)	40 000
6574	AUTRES ACTIONS INSERTION	70 000
6574	PLATE FORME D'INITIATIVE LOCALE (PFIL)	30 000
6574	PLEIADES EMPLOI SERVICE	15 000
6574	OFFICE DE TOURISME	100 000
6574	QUALITE HERAULT	5 000
929	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - ACTION ECONOMIQUE	1 622 403

En outre, il est proposé d'affecter les subventions d'équipement suivant le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204181	CENTRE NATIONAL DU CINEMA ET DE L'IMAGE ANIMEE (CNC)	100 000
20421	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	9 695
903	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - CULTURE	109 695
2041411	COMMUNE DE MONTPELLIER - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) - CEVENNES	12 563
2041411	COMMUNE DE MONTPELLIER - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) - GAMBETTA FIGUEROLLES	15 000
2041411	COMMUNE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE - PETIT BARD	10 350
2041411	COMMUNE DE MONTPELLIER - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) - LAISSAC GARE	13 800
204172	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH) - AIDES A LA PIERRE FONDS PROPRES	1 500 000
204172	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH) - POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE (PRU)	375 000
204172	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH) - AIDES A LA PIERRE - DELEGATION ETAT	1 500 000
204172	SA - SEM - AIDES A LA PIERRE - DELEGATION ETAT	1 500 000
20422	SA - SEM - AIDES A LA PIERRE FONDS PROPRES	1 500 000
20422	SA - SEM - POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE (PRU)	375 000
20422	OPAH - PIG - AIDES AU PROPRIETAIRES - FONDS PROPRES - PARC PRIVE	300 000
20422	DELEGATION AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT (ANAH) - AIDES AUX PROPRIETAIRES	1 500 000
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - LOGEMENT	8 601 713
204182	BAS RHÔNE LANGUEDOC (BRL) - AQUA DOMITIA	263 120
20422	COMMUNE DE MONTFERRIER - AMENAGEMENT POINT PROPRETE	75 000

204141	COMMUNE DE JACOU - REMISE EN ETAT COURS DES SERVICES TECHNIQUES UTILISEE PAR LA REGIE	60 000
204131	CONTRATS TERRITORIAUX - CAR HAUT NIVEAU DE SERVICE (CHNS)	250 000
20422	PROGRAMME ESPACE MULTIMODAL MONTPELLIER AGGLOMERATION (EMMA) 2013	1 400 000
204122	FONDS DE CONCOURS - REGION - PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) - BAILLARGUES	582 260
204132	FONDS DE CONCOURS - ZAC SALAISON	250 000
2041411	OPERATIONS COMMUNALES - SECTEUR TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE	50 000
2041411	COMMUNAUTE DES COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP - COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DE L'HERAULT - CONVENTION DE PARTENARIAT DES SITES NATURA 2000	4 500
2041411	COMMUNES - FONDS DE CONCOURS - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)	85 000
2041411	COMMUNES - FONDS DE CONCOURS - PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT (PLD)	5 000
2041412	FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES	1 000 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204181	FONDS DE CONCOURS - RESEAU FERRE DE France (RFF) - PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) - BAILLARGUES	578 625
204181	PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) - ODYSSEUM	94 350
204181	VOIES NAVIGABLES DE France (VNF) - CONVENTION DE COFINANCEMENT	10 000
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER - PERPIGNAN (LNMP)	216 250
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CONTOURNEMENT NÎMES MONTPELLIER (CNM) - ACCORD CADRE	12 834 854
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CNM - ACQUISITIONS FONCIERES (CONVENTION N°1)	116 700
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CNM - LIBERATION D'EMPRISES (CONVENTION N°2)	1 161 643
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CONVENTION GARE ODYSSEUM	700 000
204172	POLE MULTIMODAL SAINT ROCH	1 513 000
2041412	PROJETS D'INTERÊT COMMUN (PIC)	1 500 000
908	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - AMENAGEMENT - URBANISME - ENVIRONNEMENT	22 750 302
204132	FONDS DE CONCOURS - ECOPARC FABREGUES	302 720
204171	PROMOTION TOURISME	550 000
20421	CAP AGRO	165 000
20421	AIDES IMPLANTATION D'ENTREPRISES - MINIMIS	140 000
20421	PÔLE TIC OPTITEC	5 000

20421	PÔLE SANTE EUROBIOMED	40 000
20421	PÔLE AGRONOMIE Q@LI-MEDiterranée	30 000
20421	PÔLE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LE BÂTIMENT ET L'INDUSTRIE (DERBI)	30 000
20421	PÔLE EAU	40 000
204181	ENFOUISSEMENT LIGNE HAUTE TENSION - RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE (RTE)	140 530
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (SATT)	200 000
20421	EUROMOUV	160 000
909	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - ACTION ECONOMIQUE	1 803 250

Par ailleurs, il est proposé au Conseil d'Agglomération de modifier les affectations de crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Commun suivantes :

- 100 000 € accordés à la Commune de Cournonterral par délibération n°9565 du 27 mai 2010 portant sur le projet de « nouveau plateau sportif : création d'un terrain de football synthétique » sont affectés aux « travaux de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) » ;
- 36 000 € accordés à la Commune de Pérols par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet d'« aménagement du parvis de la Médiathèque » sont affectés à l'« aménagement de la rue G. Barnoyer », la délibération n°11086 du 19 juillet 2012 est modifiée dans ce sens ;
- 27 200 € accordés à la Commune de Saint Geniès des Mourgues par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet de « création de trottoirs chemin d'Encornet, rue du Moulin et avenue de l'Abrivado (Phase 2) » sont affectés à « la réfection de voirie et réseau d'éclairage public quartier haut des Mourguettes ».

Mmes E. Beccaria, A. Benezch, F. Berger, N. Bigas, A. Boyer, R. Buono, T. Capuozzi-Boualam, M. Castre, J. Claverie, P. Danan, F. Dombre Coste, C. Fourteau, J. Galabrun Boulbes, C. Labrousse, H. Mandroux, P. Mienville, N. Miraoui, F. Prunier et MM H. Allouche, M. Aslanian, J.-F. Audrin, A. Barrandon, P. Bonnal, T. Breysse, R. Caizergues, J.-P. Coulet, P. Combettes, M. Delafosse, M. Dufour, J.-L. Gély, M. Fraysse, L. Jaoul, J.-M. Lussert, R. Mailhé, H. Martin, P. Maurel, J.-L. Meissonnier, C. Meunier, C. Morales, J.-P. Moure, A. Moynier, M. Passet, G. Pastor, Y. Pellet, L. Pouget, P. Saurel, A. Sivieude, C. Sudres, P. Thines, F. Tsitsonis, A. Zylberman, ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement et fonds de concours, tels que décrits dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Communes de Cournonterral, Pérols et Saint Geniès des Mourgues),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (52 Conseillers Communautaires ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°7 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET PRIMITIF 2013 - NOUVELLE OPÉRATION - CLÔTURE D'OPÉRATION - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du financement des équipements et projets pluriannuels, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) , conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

I. Nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du BP 2013 :

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Sports :

Direction des Sports : Réhabilitation du Stade de la Mosson « Mondial 98 »

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
56 000 000	56 000 000	940 000	1 000 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2014	2015	2016
54 060 000	25 450 000	23 650 000	4 960 000

Ce montant est conforme à la délibération n°11115 du 08 octobre 2012 (46, 823 M€ H.T., soit 56 M€ T.T.C.)

II. Clôture d'autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du BP 2013 :

Budget annexe de l'Assainissement : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement suivante :

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Pignan-Saussan-Fabrigues

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
16 310 000	18 279 236,40	18 279 236,40	0

Cette autorisation de programme se clôture dans le cadre du Budget Primitif 2013 ; Son montant définitif s'élève à 18 279 236,40 euros.

III. Modifications des autorisations de programme et crédits de paiement suivantes votées dans le cadre du BP 2013 :

Budget principal : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de la Culture suivante :

Direction de la Culture : Cage de scène Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
14 000 000	18 031 470,40	16 530 728,21	1 350 000	150 742,19	150 742,19

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts.

Budget principal : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Sports suivantes :

Direction des Sports : Piscine Les Néréides

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
8 600 000	10 196 538,04	5 896 288,63	3 566 000	734 249,41	734 249,41

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts.

Direction des Sports : Piscine Héraclès

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
10 296 000	10 883 600	181 761,69	150 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2014	2015	2016	2017	2018
10 551 838,31	450 000	767 642,31	2 250 000	4 770 000	2 314 196

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts conformément à la délibération n°10862 du 24 mai 2012.

Budget principal : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative au foncier et à l'aménagement opérationnel suivante :**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)
Initial	Révisé			
32 000 000	42 198 586,78	33 447 586,78	8 751 000	0

Budget annexe de l'Assainissement : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement suivante :**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Baillargues-Saint-Brès**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
14 000 000	15 119 283,94	14 204 250,26	445 000	470 033,68	470 033,68

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts.

Concernant les opérations présentées ci-après, leur montant global pluriannuel n'est pas modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire.

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Ressources Informatiques :**Direction des Ressources Informatiques : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
8 289 600	8 289 600	45 077,72	1 617 640

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2014	2015	2016
6 626 882,28	1 470 000	1 850 000	3 306 882,28

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments :

Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
1 155 000	1 155 000	208 878,69	341 120	605 001,31	605 001,31

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des transports :

Direction des transports : Investissements DSP Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	11 551 410,39	2 004 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2014	2015	2016	2017
31 958 044,61	4 744 500	8 562 500	8 906 000	9 745 044,61

Direction des transports : Ligne 5 de tramway (montants en Millions d'euros)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
388,4	388,4	5,544	6,250

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2014	2015	2016	2017	2018
376,606	80,0	120,0	60,0	57,0	59,606

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		

6 000 000	6 645 100	2 004 161	1 513 000
-----------	-----------	-----------	-----------

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
3 127 939	1 601 900	1 526 039

Direction des transports : Accessibilité Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
9 180 000	10 283 700	1 141 040,07	1 200 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2014	2015	2016	2017
7 942 659,93	1 635 200	1 610 000	1 652 000	3 045 459,93

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de la prévention et de la gestion des déchets :

Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets : Plateforme de Grammont

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par
Initial	Révisé				2014
1 100 000	1 000 000	22 209,12	410 000	567 790,88	567 790,88

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Sports :

Direction des Sports : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
2 900 000	2 900 000	0	100 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
2 800 000	1 050 000	1 750 000

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de la Culture :

Direction de la Culture : Extension 1 Aquarium Mare Nostrum

Montant		Crédits paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts de au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par
Initial	Révisé				2014
9 568 000	13 053 241,96	11 514 644,81	1 096 700	441 897,15	441 897,15

Direction de la Culture : Musée de l'Histoire de la France en Algérie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	10 042 077,96	497 150,00

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
8 820 772,04	2 000 000,00	6 820 772,04

Direction de la Culture : Travée Molière Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
11 137 300	11 137 300	44 066,86	0

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
11 093 233,14	5 098 000	5 995 233,14

Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives au foncier et à l'aménagement opérationnel :**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Etudes Route de la Mer / Avenue Georges Frêche**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
1 794 000	1 794 000	1 342 204,98	396 926	54 869,02	54 869,02

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Economique

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
13 733 000	20 358 000	8 136 591,43	5 070 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
7 151 408,57	4 938 662	2 212 746,57

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		

10 000 000	10 000 000	2 000 000	2 000 000
------------	------------	-----------	-----------

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2014	2015	2016
6 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000

Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de l'urbanisme et de l'habitat :

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
99 075 000	99 075 000	7 469 449,26	14 813 197

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2014	2015	2016	2017
76 792 353,74	18 933 000	33 520 000	20 175 000	4 164 353,74

Budget annexe de l'Assainissement : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement suivantes:

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé			2014
10 660 000	10 660 000	504 195,57	3 760 000	6 395 804,43

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Réseaux

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
13 530 000	13 530 000	277 297,16	1 900 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
11 352 702,84	5 200 000	6 152 702,84

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'autorisation de programme portant sur la réhabilitation du Stade de la Mosson "Mondial 98",
- approuver la clôture de l'autorisation de programme relative à la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrigues,
- approuver la révision du montant des autorisations de programmes relatives à la rénovation de la cage de scène de l'Opéra Comédie, aux piscines Les Néréides et Héraclès, aux acquisitions foncières (Réserves) ainsi qu'à la station d'épuration de Baillargues-Saint-Brès,
- approuver les modifications des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programmes suivantes : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN), accessibilité aux équipements liés aux moyens généraux et bâtiments, investissements liés à la DSP transports, réalisation de la ligne 5 de tramway et du pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch, accessibilité aux équipements transports, rénovation de la plateforme de Grammont, accessibilité aux équipements liés aux sports, extension 1 de l'Aquarium Mare Nostrum, musée de l'Histoire de la France en Algérie, travée Molière Opéra Comédie, études Route de la Mer / Avenue Georges Frêche, opérations d'aménagement à vocation économique, Route de la Mer / Avenue Georges Frêche,

contournement Nîmes-Montpellier, stations d'épuration et réseaux,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : FINANCES – AUTORISATIONS ACCORDÉES AU TRÉSORIER MUNICIPAL DANS LE CADRE DU RECouvreMENT DES RECETTES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En matière de recettes, l'Ordonnateur constate la créance, procède à sa liquidation et à l'émission du titre de recettes correspondant, le Comptable assure la prise en charge, poursuit le recouvrement et procède à l'encaissement effectif. L'efficacité du recouvrement des recettes suppose un partenariat renforcé entre l'Ordonnateur et le Comptable. Ce partenariat a été formalisé le 23 novembre 2009 par la signature de la Convention de Service Comptable et Financier entre la Communauté d'Agglomération, la Direction Régionale des Finances Publiques et la Trésorerie Montpellier Municipale. Cette convention prévoit de définir un cadre concerté des actions à mener en matière de recouvrement des titres de recettes afin d'en accélérer le processus par la mise en place de seuils de poursuite, d'une autorisation permanente de poursuite et des modalités de présentation en non-valeur. (fiche n° 5)

Concernant l'autorisation permanente de poursuivre, l'article 1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par le décret n°2009-125 du 3 février 2009, précise que « l'ordonnateur autorise l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet. Le refus d'autorisation ou l'absence de réponse dans le délai d'un mois justifie la présentation en non-valeurs des créances dont le recouvrement n'a pu être obtenu à l'amiable ». Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une autorisation permanente pour les créances inférieure à 2 000 €, au-delà de ce seuil, une autorisation sera demandée à l'Ordonnateur.

Concernant le seuil de poursuite, la délibération du 21 décembre 2004 fixait à 60 € le seuil de poursuite applicable dans la procédure de recouvrement des recettes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Monsieur le Trésorier Principal Municipal. Il est proposé de faire évoluer ce dispositif et d'autoriser le Trésorier à ne pas mettre en œuvre le recouvrement contentieux des créances inférieures à 30 € non recouvrées après les procédures amiables de lettre de relance et de commandement de payer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder au Trésorier municipal une autorisation permanente de poursuivre par voie d'opposition à tiers détenteur établie à l'encontre des débiteurs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui n'ont pas réglé leurs dettes suite aux actes de poursuite. Sont exclues de cette autorisation permanente les dettes dont le montant est supérieur à deux milles euros (2 000 €) ;
- dispenser le Trésorier municipal de poursuivre le recouvrement contentieux au-delà de la mise en demeure de payer pour les créances d'un montant inférieur à trente euros (30 €). Pour l'application de ce seuil, il est pris en compte l'ensemble de la dette d'un redevable et non chacun des titres émis à son encontre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION (AFIGESE), ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE (AMGVF), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF) - ADHÉSION 2013

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement du pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et compétences en finances et contrôle de gestion.

C'est pourquoi, elle souhaite renouveler son adhésion à l'association AFIGESE dont le siège social est localisé à Saint Nazaire.

L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents.

Le montant annuel s'élève à 680 euros pour 2 adhésions correspondant à la participation à 2 groupes de travail.

L'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) réunit depuis près de plus de 30 ans, les Maires des villes françaises de plus de 100 000 habitants. Ces Maires se sont depuis longtemps préoccupés de l'intercommunalité et ont milité activement pour que l'agglomération soit considérée comme le niveau de référence pertinent pour la gestion des grands problèmes urbains comme les transports, l'environnement, l'aménagement de l'espace et le développement économique. Force de propositions et d'initiatives, l'AMGVF est un lieu d'échange principal auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier se doit d'être présente.

Il est donc proposé au Conseil de poursuivre son adhésion à cette association est de payer à ce titre une cotisation annuelle qui à titre indicatif devrait s'élever à environ 19 500 euros sur la base d'une population communautaire de 163 260 habitants (hors celle de la Ville de Montpellier déjà adhérente).

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer aux grands débats relatifs à l'organisation territoriale française. Pour cela, elle souhaite maintenir son adhésion à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) qui représente la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 9 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les adhésions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux associations mentionnées ci-dessus,
- confirmer la désignation de T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour représenter la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès desdites associations, notamment lors des votes aux assemblées générales,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : HORS COMMISSION – INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE - DÉFINITION COMPLÉMENTAIRE - DISPOSITIF D'AIDES AUX TRÈS PETITES ENTREPRISES ARTISANALES ET COMMERCIALES

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Les effets de la réforme de la Taxe Professionnelle, avec l'application de la Cotisation Foncière des Entreprises ont révélé un besoin d'accompagnement des très petites entreprises artisanales et commerciales afin de maintenir les équilibres socio-économiques parfois très fragiles sur notre territoire.

Les collectivités locales et leurs groupements doivent encore développer leurs dispositifs de soutien en faveur de ces professions qui sont au cœur de l'animation de notre intercommunalité et sont la base de l'économie résidentielle. Relayé par leurs Chambres consulaires, leurs fédérations ou leurs syndicats, leur besoin de financement est aujourd'hui réel, alors que les banques se désengagent. Ainsi la Communauté d'Agglomération souhaite initier une aide dédiée à l'artisanat et au commerce, en respectant et en complétant les initiatives municipales déjà mises en œuvre.

A ce titre, un recensement de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement initié par les Communes membres a été effectué.

Il révèle qu'outre leur participation au Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce elles subventionnent les associations de commerçants et artisans, organisent ou soutiennent financièrement des manifestations de dynamisation du tissu commercial et artisanal local, développent ou participent à des opérations de promotion ou de communication. La location de locaux commerciaux, la mise en place d'une signalétique dédiée constituent aussi des leviers de leur action.

La Communauté d'Agglomération souhaite donc, en synergie avec les communes et les autres collectivités locales compétentes, compléter son intérêt communautaire en matière de développement économique en intervenant spécifiquement en faveur des TPE artisanales et commerciales, uniquement par des aides financières individuelles, à l'investissement matériel sous condition de préservation ou de création d'emploi, hors opérations financées par le FISAC.

Conformément à l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Régional, lors de sa séance du 1^{er} février 2013 a délibéré favorablement quant à la modification de l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans la perspective de ce dispositif d'aide dont le règlement sera adopté ultérieurement par le Conseil Communautaire après approbation de la Région Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- compléter le paragraphe B concernant les actions d'accompagnement en matière de développement économique de la délibération du 18 septembre 2002 relatif à l'intérêt communautaire, comme suit: mise en œuvre de dispositifs d'aides financières individuelles, à l'investissement matériel pour les très petites entreprises artisanales et commerciales, sous condition de préservation ou de création d'emplois, hors opérations financées par le FISAC ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 1 / LABEX ENTREPRENDRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Une convention a été signée le 22 octobre 2012 pour la création d'un partenariat opérationnel entre la Chaire Accompagnement Entrepreneurial du Labex Entreprendre de l'Université Montpellier I et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au bénéfice des entreprises de son territoire.

Elle s'est concrétisée par la création et la co-animation d'un diplôme universitaire intitulé « Stratégie de croissance des PME » ciblant des dirigeants de TPE/PME et visant à les former pour mieux structurer leurs projets de croissance.

Le côté innovant et pionnier de cette démarche génère des frais de création et de mise en œuvre conséquents pour le lancement de la première promotion.

Afin de faciliter le lancement de ce nouveau diplôme universitaire « Stratégie de croissance des PME », et le recrutement de la première promotion, il convient d'attribuer une subvention à l'UM1 de 7000 €.

Il s'agit de :

- prévoir un avenant à la convention de partenariat signée le 22 octobre 2012 ayant débouché à la création de ce diplôme,
- d'attribuer une subvention à l'UM1 de 7000 € qui permettra d'ouvrir la première session expérimentale avec des frais d'inscription ajustés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention avec l'Université Montpellier 1,
- attribuer à l'Université de Montpellier 1 une aide financière d'un montant de 7000 € en contrepartie des engagements cités dans l'avenant à la convention cité ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – IMPLANTATION DE LA SOCIÉTÉ INTEL À MONTPELLIER - CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole attractive, elle souhaite renforcer son tissu en favorisant l'implantation d'entreprises de stature internationale, fortement créatrices d'emploi.

Le Groupe américain INTEL, numéro un mondial du circuit intégré et du semi-conducteur, réalise aujourd'hui 42 milliards de dollars de chiffres d'affaires.

Dans le cadre de sa stratégie internationale de développement, le Groupe INTEL souhaite prendre rapidement des parts du marché des terminaux mobiles alors qu'il se trouve en position de leader sur le segment des PC. Cette stratégie nécessite le développement d'un projet R&D sur les logiciels « Open Source » destinés à équiper les plates-formes mobiles connectées.

Dans ce contexte, INTEL Corporation SAS, filiale française du Groupe créée à Meudon (92) en 1975, a recherché un savoir-faire et des compétences techniques répondant aux besoins de tels développements pour le Groupe.

Ces derniers ont été identifiés à Montpellier, au sein de la société ACCESS SYSTEMS France SAS, spécialisée dans la conception de logiciels pour la téléphonie mobile. Le projet d'innovation sera mené à Montpellier compte tenu des compétences disponibles, la filiale française ayant réussi à convaincre le Groupe INTEL de mettre en place une OTC (Open Source Technology Centre). A terme, la volonté d'INTEL est de parvenir, au travers de son site de Montpellier, à se positionner comme expert dans le domaine du développement « Open Source » liés à certains « frameworks » (infrastructures logicielles) tels que ceux assurant les fonctionnalités de téléphonie, messagerie ou encore le management des terminaux mobiles et sans fil.

Faisant preuve d'une grande volonté de s'ancrer sur le territoire, INTEL a choisi de développer des interactions avec des établissements d'enseignement supérieur locaux comme l'école Polytech de Montpellier, au travers de projets communs et de stages. INTEL envisage également de collaborer avec le LIRMM (Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier) et le CNRS en proposant aux étudiants des formations en alternance.

INTEL projette par ailleurs de collaborer avec des entreprises locales, notamment avec AQUAFADAS, entreprise

issue du BIC de Montpellier Agglomération, développeur de logiciels spécialisés dans les applications destinées à la téléphonie mobile.

Enfin, un cluster baptisé Médiacloud a été créé à son initiative avec les entreprises locales AQUAFADAS, AWOX, IBM, MSTAR, SILKAN. Le but de ce cluster est de faciliter le recrutement, d'encadrer des projets collaboratifs à l'échelle européenne et d'assurer une veille technologique.

L'exécution de ce programme d'innovation ambitieux s'accompagnera de l'embauche de 35 des 65 ingénieurs et techniciens anciennement salariés de la société ACCESSS et du recrutement de 8 ingénieurs supplémentaires d'ici à fin 2013 sur le site de Montpellier, soit au total 43 emplois hautement qualifiés préservés et/ou créés.

INTEL CORPORATION France sollicite le FEDER à hauteur de 150 000 €, la Région à hauteur de 50 000 €, le Département de l'Hérault à hauteur de 50 000 € et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 50 000 €, soit un accompagnement global de 300 000 € pour une assiette éligible de 4 321 000 € H.T. Cette assiette correspond à la mobilisation de la masse salariale nécessaire au développement de ce projet d'innovation R&D entre le 1^{er} septembre 2012 et le 31 décembre 2013.

Le régime cadre utilisé pour cette intervention est le Régime N 520a/2007 d'aide à la RDI des collectivités territoriales et de l'Etat pour les aides octroyées par le biais des fonds structurels, autorisé par la Commission Européenne le 17/7/2008.

Lors de sa session le 23 novembre 2012, le Conseil Régional, Collectivité chef de file en matière économique, a délibéré en faveur de sa participation à cette action de co-financement. Elle a d'autre part décidé d'autoriser le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à mettre en place leurs co-financements conformément à l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur cette base, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a rédigé un projet de convention et inscrit l'enveloppe nécessaire à l'accompagnement financier pour le montant lui incombant au budget 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société INTEL,
- attribuer à la société INTEL, en contrepartie de son programme d'investissement et de création d'emplois, une aide financière stipulée dans la convention citée ci-dessus dans le cadre du Régime cité ci dessus d'un montant de 50 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre).

AFFAIRE N°13 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTICIPATION AUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC GAROSUD - PARCELLE OH 6 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°1770 en date du 30 janvier 1992, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités Garosud à Montpellier et concédé son aménagement à la SERM.

La SCI MONTRAIN, propriétaire de la parcelle OH 6 (1850 m²) située à l'angle de la rue Léon Trotski et de l'avenue de Maurin sur la Commune de Montpellier, envisage l'extension d'un bâtiment existant à usage d'entrepôt sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC La Surface de Plancher prévisionnelle de l'extension est de 72,97 m².

Le périmètre de la ZAC est exclu du champ d'application de la Taxe d'Aménagement. La SCI MONTRAIN n'ayant pas acquis les terrains concernés à l'aménageur, il convient d'établir entre celle-ci, la SERM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention fixant les conditions de participation aux coûts d'équipement de la zone en application de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme. Cette pièce est obligatoire au dossier de demande de permis de construire.

Au regard du programme d'équipements publics de la ZAC approuvé par la délibération du 23 février 2000, le montant de la participation due par les propriétaires-constructeurs s'élève à 80 € H.T. par m² de Surface de Plancher. Compte tenu de la construction projetée, la participation due par la SCI MONTRAIN s'élève à titre prévisionnel à 5 837,60 € H.T. Ce montant sera fixé définitivement en fonction du nombre de mètres carrés de Surface de Plancher autorisé par le permis de construire.

En application de l'article 8 ter de la concession d'aménagement signée le 1^{er} octobre 2001 et modifiée par avenants entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM, la SCI MONTRAIN s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM dès la délivrance du permis de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de participation au coût des équipements de la ZAC Garosud avec la SCI MONTRAIN en application de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme, pour la réalisation de 72,97 m² de Surface de Plancher sur les parcelles dont elle est propriétaire,
- fixer le montant de cette participation à 80 € H.T. par m² de Surface de Plancher soit un total prévisionnel de 5

837,60 € H.T.,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ECOCITÉ - PARTENARIAT AVEC L'EPF - ECOLE D'INGÉNIEURS - MONTPELLIER - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur les Communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, a obtenu le label national EcoCité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer », dans le cadre du plan « *Ville durable* », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer.

Ce projet d'urbanisme est ainsi reconnu comme une opération emblématique du nouvel urbanisme durable, novateur et ambitieux. Il bénéficie des investissements d'avenir liés au grand emprunt national au titre du fonds Ville de Demain.

Ce site stratégique réunit des lieux d'innovation privilégiés pour inventer la Ville de demain, dans des domaines aussi essentiels et différenciés que :

- l'hydraulique, la maîtrise de l'eau ;
- le rapport Ville-Nature et la biodiversité ;
- les mobilités et les déplacements : maîtrise du « Hub » aéroport, gare TGV, Gare Saint Roch, Tramway interurbain, A9a+A9b, RD66, « fret urbain », reconfiguration de l'offre de services aux usagers ;
- les ressources et les performances énergétiques ;
- le commerce et la ville avec de nouvelles formes de distribution commerciale ;
- une ville durablement solidaire : usages collectifs et services urbains ;
- une métropole durable : du projet de territoire au projet urbain.

Créée en 1925 à Sceaux sous le nom d'Ecole Polytechnique Féminine, l'EPF a été rebaptisée en 1994 « EPF – Ecole d'ingénieurs » et, est devenue mixte. Ecole d'ingénieurs généraliste, l'EPF est membre de la Conférence des Grandes Ecoles et délivre le titre d'ingénieur EPF. Depuis de nombreuses années, l'EPF fait partie du peloton de tête des écoles d'ingénieurs post-bac. En 2010, elle se positionne entre les 5^{ème} et 11^{ème} rangs selon les classements.

L'EPF qui accueille environ 1 200 étudiants chaque année sur 2 sites (Sceaux et Troyes), a ouvert, depuis septembre 2012, un 3^{ème} site à Montpellier. Avec une quarantaine d'étudiants de cinquième année en 2012, c'est à terme, plus de 300 étudiants qui pourront suivre le cursus prévu sur 5 années et les nouvelles options qui compléteront l'offre de formation.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Ecole d'ingénieur EPF entendent développer un partenariat afin de conduire des projets de recherche et des études techniques sur les différents thèmes du projet EcoCité (hydraulique, milieu naturel, énergie...). Cette coopération permettra de développer de nouvelles synergies avec les principaux acteurs académiques, scientifiques et économiques du territoire.

Ainsi, l'EPF a souhaité impliquer ses étudiants de 5^{ème} année, dans des projets pluridisciplinaires (technique, juridique, économique et environnemental), liés à la mesure hydraulique, environnementale, énergétique, etc...

Pour l'année universitaire 2012-2013, l'objectif fixé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux élèves ingénieurs est la protection de la lagune vis-à-vis de la pollution urbaine par l'évaluation de la charge de pollution des eaux de ruissellement et l'analyse des mesures nécessaires pour la réduire. Par la suite, d'autres projets pourront être conduits sur les thèmes du projet EcoCité.

L'encadrement du projet sera assuré par un enseignant chercheur de l'EPF qui mobilisera des intervenants experts en analyse économique, risques, impact environnemental, gestion de projet et hydraulique et sur la mesure.

Pour chaque année universitaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

- présenter le projet EcoCité et la problématique à traiter lors du lancement du projet,
- participer à la soutenance des étudiants,
- participer à une réunion à mi-parcours pour faire le point sur l'avancée des travaux des étudiants,
- permettre l'accès aux données cartographiques, à savoir : les données SIG pour les quatre Communes concernées par le projet EcoCité : Lattes, Pérols, Montpellier et Castelnau le Lez : Cadastre, Topographie, Hydrographie, Zonage PLU, PPRi, Réseau EU et divers...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention de partenariat avec l'EPF – Ecole d'ingénieurs précisant les champs de sujets d'étude confiés aux étudiants ingénieurs et l'implication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE LATTES ET DE PÉROLS - ECOCITÉ - ROUTE DE LA MER - ZAC ROUTE DE LA MER PHASE 2 - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue Georges Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Route de la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

En outre, ce projet urbain, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initié par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain, de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution commerciale aux évolutions des modes de vie, et de sa compétence équilibre social de l'habitat, pour favoriser la mixité sociale.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement d'ensemble porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² de Surface Plancher nouvelles répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et d'activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser cette vaste opération de renouvellement urbain d'ensemble, un processus d'engagement d'opération d'aménagement successif est développé par secteurs opérationnels cohérents. Ainsi le Conseil d'Agglomération du 17 janvier 2013 a initié une concertation du public sur l'opération Ecopôle (ex. ZAC Parc d'activité de l'Aéroport) afin de modifier le périmètre et la programmation de cette ZAC. Cette première opération ayant pour vocation de poursuivre l'accueil d'activités économiques notamment commerciales.

Afin de poursuivre ce processus par phase, il est envisagé aujourd'hui l'organisation et la mise en œuvre d'une deuxième opération, dans un cadre maîtrisé, sous forme de ZAC au sens des dispositions des articles L. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Celle-ci correspond :

- aux deux pôles majeurs, le secteur Grand Sud Carrefour sur les communes de Lattes et Pérols, et le secteur Plein Sud Bir Hakeim sur la commune de Pérols, avec l'objectif d'y introduire une mixité ;
- à la reconquête des quartiers commerciaux du Fenouillet, de l'Estagnol, et du Solis ;
- aux façades du Soriech et de Boirargues face à Grand Sud le long de la RD 189 et de l'Avenue Georges Frêche ;
- et à la mise en œuvre d'une première phase du Pôle Autonomie sur la commune de Lattes.

Elle s'inscrit dans un périmètre d'étude d'environ 100 hectares.

Il est à noter que cette opération située sur les communes de Lattes et de Pérols, serait de nature le cas échéant à conduire à l'adaptation des plans locaux d'urbanisme pour en permettre la réalisation. Dans ce cadre une demande de Déclaration d'Utilité Publique avec mise en compatibilité, des documents d'urbanisme pourrait être envisagée conformément aux dispositions de l'article L 123-14 du Code de l'urbanisme.

Préalablement à l'engagement de ce projet de ZAC, il y a lieu de préciser les objectifs de cette opération de réinvestissement urbain et d'engager une procédure de concertation préalable avec la population, au sens de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, pendant toute la phase d'élaboration du projet.

Les objectifs proposés dans le cadre de l'opération dénommée « Route de la Mer Phase 2 » reprennent les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble et les complètent selon les caractéristiques de cette phase d'aménagement. Ils sont :

- **intégrer la question hydraulique dans la conception du projet**, avec la nécessité de maîtriser globalement le risque hydrologique et en particulier d'assurer, lorsque cela s'y prête, les conditions de « réparation » hydraulique

des secteurs imperméabilisés en renouvellement urbain et positionner des équipements hydrauliques structurants;
- **construire la ville de la biodiversité** en intégrant les espaces naturels et agricoles, avec pour enjeux le maintien de l'agriculture, la consolidation des limites de l'urbanisation, le renforcement des corridors hydrologiques et la mise en réseau des différentes entités naturelles (trames vertes et bleues) ; une attention particulière sera portée aux zones de contacts des espaces naturels et agricoles (aux coteaux de la Lironde en particulier) et à la restitution, lorsque cela sera possible, de corridors écologiques ;

- **organiser les déplacements à partir des mobilités durables**, en articulant le tramway et les réseaux de mobilité douces comme éléments structurants du système de déplacement, en repensant la chaîne des déplacements et en intégrant la problématique de la logistique urbaine (approvisionnement commerces, livraison des clientèles) ; dans cette phase de l'aménagement, seront intégrées aux démarches urbaines les actuelles et futures stations de tramway de la Ligne 3 (Boirargues, EcoPôle, Parc expo, mais aussi celles à venir pour desservir Boirargues et le futur Pôle Autonomie) ;

- **maîtriser la performance énergétique et la ville à bas carbone**, en intégrant les spécificités méditerranéennes et promouvant une rationalisation de l'offre, une réduction de la consommation énergétique et des bâtiments à basse consommation avec confort thermique ;

- **organiser la mutation du commerce et le renouvellement urbain vers la mixité fonctionnelle et sociale**, en promouvant des opérations mixtes dans le tissu commercial, avec logements et services, articulés avec le système de déplacement. Sont notamment concernés : le secteur Grand Sud Carrefour sur les communes de Lattes et Pérols, et le secteur Plein Sud Bir Hakeim sur la commune de Pérols, la reconquête des quartiers commerciaux du Fenouillet, de l'Estagnol, du Solis ainsi que les façades du Soriech et de Boirargues face à Grand Sud.

L'ensemble du périmètre de concertation pourrait représenter un programme prévisionnel de l'ordre de 450.000 m² de surface de Plancher découlant de la programmation d'ensemble de la Route de la Mer.

Le périmètre de ce projet, couvrant une partie du territoire des communes de Lattes et de Pérols, figure en annexe de la présente délibération.

Dans ce cadre, une procédure de concertation préalable associant les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées, portant sur l'élaboration du projet ZAC Route de la Mer Phase 2 est prévue conformément aux dispositions de l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme.

Ainsi plusieurs mesures de concertation sont envisagées qui tiennent compte de l'enjeu de cette opération majeure. Celle-ci doit se conduire aux différentes échelles territoriales afin de toucher le plus large public concerné : celui directement touché par le projet urbain comme l'ensemble de la population de l'agglomération, qui sont conviés à contribuer à sa réalisation.

Il est proposé de mettre en œuvre au moins les modalités de concertation suivantes pendant la durée d'élaboration du projet :

- une journée de sensibilisation, d'échanges et d'information, dont l'heure et le lieu feront l'objet d'une annonce par voie de presse avec la tenue d'ateliers thématiques participatifs impliquant les acteurs du territoire dont les chambres consulaires et à l'issue de laquelle se tiendra une grande réunion publique de concertation, à laquelle seront également associées les associations locales;

- Une grande exposition publique présentant le projet et les thématiques de développement envisagées dont le lieu fera l'objet d'une annonce par voie de presse; ;

- Le développement du site internet de l'opération, sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui permet au public de prendre connaissance du projet en cours d'élaboration et de recueillir les avis de toutes personnes intéressées, notamment des citoyens, associations et entreprises ;

- Une mise à disposition du public, dans les mairies de Pérols et de Lattes et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux jours et heures ouvrables habituels, pendant toute la période d'élaboration du projet, du dossier comportant les plans, études et documents relatifs au projet en cours d'élaboration, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations ;

- Un article d'information relatif au projet dans le journal d'information de la Communauté d'Agglomération « Montpellier agglo ».

A l'issue de cette concertation, le bilan en sera présenté devant le Conseil de Communauté qui délibérera. Le dossier définitif du projet sera alors arrêté par le Conseil de Communauté et tenu à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'élaboration du projet ZAC Route de la Mer Phase 2, dans le périmètre joint en annexe, selon les objectifs poursuivis précités,

- approuver l'ouverture à compter de la date exécutoire de la présente délibération et pendant toute la durée d'élaboration du projet, d'une procédure de concertation préalable associant les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées, portant sur l'élaboration selon les modalités définies précédemment,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – CESSIION À LA SAAM DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION BX N°22 ET BX N° 37 - ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC Descartes sur la Commune de Lavérune, la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisage de vendre au concessionnaire, la SAAM, deux parcelles de terrains lui appartenant pour les avoir acquises de Monsieur François MAZON et Madame Gisèle IGAUNEC, son épouse, par acte notarié en date du 02/12/2009 pour la parcelle cadastrée BX n° 37, d'une contenance de 2 027m² et de Madame Jeanne RODIER par acte notarié en date du 06/11/2008 pour la parcelle cadastrée BX n° 22, d'une contenance de 4 911m².

Ces parcelles sont situées Chemin de Saint Georges sur la Commune de Lavérune.

Ces parcelles sont classées en zone 1AUE du PLU de la Commune de Lavérune, couverte par le périmètre de la ZAC Descartes.

Cette cession est proposée au prix de 148 000 €, hors régime de la taxe sur la valeur ajoutée, correspondant aux prix d'acquisitions majorés des frais d'actes et conformément à l'avis de France Domaines en date du 3 janvier 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la cession à la SAAM, Aménageur de la ZAC, des parcelles ci-dessus mentionnées, pour une superficie totale de 6 938m²,
- décider que cette cession se fera au prix de 148 000 € hors régime de la taxe sur la valeur ajoutée et conformément à l'avis de France Domaines en date du 3 janvier 2013, les frais étant à la charge de l'acquéreur,
- dire que la recette sera inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95,
- demander l'application des dispositions de l'article 1042 du code général des impôts,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'acte de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN SECTEUR STRATÉGIQUES DU SCOT - COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE- VÉDAS - CONVENTION AVEC L'EPF DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, le secteur « Roquefraise », est identifié au SCOT comme l'un des sites stratégiques du SCOT d'enjeu communautaire. Représentant une superficie de 87ha environ il est l'un des espaces d'extension urbaine potentielle de la commune. Ce secteur est couvert par une zone d'aménagement différé créée par arrêté préfectoral en date du 18 avril 2006 et dont le titulaire est la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par le conseil de communauté lors des séances du 27 octobre 2011 et du 5 janvier 2012 qui a pour finalité d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR, dans le respect de leurs compétences respectives.

Parmi les axes de collaboration qui y sont envisagés, l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont convenus d'une intervention de l'EPF LR en négociation, portage foncier et financier sur les sites stratégiques du SCOT.

Cette convention s'inscrit donc dans un objectif double de réalisation de logements au titre du PLH de compétence communautaire mais aussi de développement de l'activité économique.

La convention opérationnelle dite « d'anticipation foncière » doit permettre :

- de répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- la conduite d'une veille foncière active pendant la phase d'élaboration du projet ;

Elle porte sur un montant prévisionnel de 10 millions d'euros d'acquisitions foncières sur 5 ans.

Ultérieurement, et en fonction de l'état d'avancement du projet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention opérationnelle de 8 années pourra lui succéder :

- pour finaliser dans un second temps la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains sur lesquels un projet aura été arrêté,
- pour définir les conditions de cession des premiers terrains acquis.

Cette convention permet de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF LR.

Elle permet à l'EPF LR de venir conforter les efforts budgétaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de maîtrise foncière publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre).

AFFAIRE N°18 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle soutient l'action de l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) dont l'objet est d'accueillir, informer, orienter et accompagner des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion professionnelle. Plus particulièrement, elle lui confie les missions suivantes :

- assurer l'accès aux services de la MLJAM à l'ensemble des jeunes de 16 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en s'appuyant sur un réseau d'antennes offrant une cohérence territoriale de la prise en charge des publics,

- soutenir et mettre en œuvre tout type d'actions permettant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi sur les antennes dans un objectif d'insertion des jeunes.

En 2012, sur 10 812 jeunes suivis au total, la MLJAM a réalisé 4 110 nouveaux accueils, 3 097 jeunes sont entrés en emploi et 2 222 en formation ou en alternance.

Pour 2013, les objectifs quantitatifs attendus sont d'arriver à maintenir, à minima, le même niveau d'activité et de résultats qu'en 2012, à savoir au moins 4 110 jeunes accueillis, 3 097 jeunes entrés en emploi et 2 222 entrés en formation ou en alternance.

La MLJAM participera également, selon des modalités fixées pour chaque action, aux actions pilotées ou soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'emploi, notamment :

- orienter des jeunes sur les chantiers d'insertion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- orienter des jeunes dans le cadre des clauses sociales sur les marchés publics suivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment sur les grandes infrastructures,

- participer à l'organisation des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Agglomération selon les modalités décidées en comité de pilotage,

- participer à l'animation économique de la Zone Franche Urbaine de Montpellier,

Pour permettre à la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier de réaliser ses missions, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer, sur un budget global de 3 398 023 euros (dont contributions volontaires en nature) à hauteur de 617 727 euros répartis ainsi :

- une subvention d'un montant de 377 490 euros,

- la mise à disposition de 5 agents publics auprès la MLJAM correspondant à un montant prévisionnel de 222 664 euros (coût des agents mis à disposition sur la base annuelle 2012),

- la mise à disposition de locaux correspondant à un montant de 17 573 euros (5 500 € pour la valorisation des locaux mis à disposition de l'antenne de Lattes, dans la Maison d'Agglomération de Lattes ; 7 073 € pour la valorisation de locaux mis à disposition de l'antenne de Castries, dans la médiathèque de Castries et 5000 € pour la valorisation des locaux mis à disposition du Point Ecoute de Villeneuve-lès-Maguelone, dans la Maison d'Agglomération de Villeneuve-lès-Maguelone).

Le plan de financement prévisionnel pour 2013 s'élève à 3 398 023 € répartis ainsi :

- Etat : 1 643 522 €

- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 617 727 € (dont mises à disposition)

- Région Languedoc-Roussillon : 362 823 €

- Département de l'Hérault : 80 000 €

- Ville de Montpellier : 2 000 €

- Pôle Emploi (dont mise à disposition de personnel): 291 770 €

- FSE : 207 512 €

- ASP (emplois aidés) : 125 078 €

- FPSPP (fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels) : 50 000 €

- Autres produits : 17 591 €

Une convention entre l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précise les modalités de ce financement.

Mesdames C. Fourteau, T. Capuozzi-Boualam et Messieurs G. Pastor, J.-P. Moure, C. Sudres, C. Meunier ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier,

- accorder pour l'année 2013 à l'association Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier une participation de 617 727 euros dont 377 490 euros de subvention pour assurer les missions qui lui sont confiées,

- dire que cette subvention a été affectée par délibération du 12 février 2013,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (6 ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°19 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATIONS PROGRAMMÉES D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT RENOUVELLEMENT URBAIN ET COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES - QUARTIERS GAMBETTA/FIGUEROLLES/NORD ECUSSON ET SAINT-GUILHEM/LAISSAC/SUD COMÉDIE - AVENANT N°2 ET AVENANT N°1 AUX CONVENTIONS AFFÉRENTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010 et par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Renouvellement Urbain et Copropriétés dégradées engagées par la Ville de Montpellier. Dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », deux opérations, sont mises en œuvre par la Ville sur les quartiers « Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson » d'une part et « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » d'autre part.

Ces participations ont fait l'objet de conventions respectivement entrées en vigueur le 31 août 2010 et le 1^{er} juillet 2012, pour une durée de 5 ans.

Suite au bilan de l'opération « Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson » réalisé après 2 ans d'activités, il apparaît nécessaire de mieux prendre en compte dans le cadre des deux OPAH les travaux lourds de Lutte contre l'Habitat Indigne et de traitement des logements « très dégradés » qui seront loués après travaux à loyer intermédiaire.

Il est ainsi proposé de réhabiliter globalement 27 logements nécessitant des travaux lourds très dégradés ou en habitat indigne (contre 7 initialement). En parallèle, les objectifs de logements dégradés à réhabiliter sont ramenés de 35 à 15 logements pour les deux opérations.

En outre, pour prendre en compte les coûts de constructions plus élevés en centre-ville de Montpellier et afin d'uniformiser le montant de l'aide allouée pour ce type de travaux dans les différentes opérations programmées sur le territoire communautaire, le montant de l'aide de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est porté à 100 €/m² dans la limite d'un plafond de 4 000 € par logement, contre 50 €/m² plafonné à 2000 € /logement initialement.

Par ailleurs, il est admis que les objectifs de sortie de l'insalubrité de parties communes, sur les quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson ne sont pas réalisables faute de potentiel, alors que les interventions sur les copropriétés dites « dégradées » sont davantage opérantes. Les objectifs correspondants sont donc réévalués en conséquence : 38 parties communes de copropriétés dégradées seront rénovées (à comparer à 25 prévues initialement) et 5 parties communes seront traitées au titre de l'insalubrité (au lieu de 18 initialement).

Les modifications apportées ont pour incidence l'évolution des contributions des partenaires financeurs de l'OPAH Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson ainsi qu'il suit :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'ANAH : 3 066 810 € contre 2 967 414 € initialement ;
- Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses crédits propres : 393 900 € contre 343 900 € initialement ;
- Ville de Montpellier : 504 000 € contre 477 000 € initialement

Pour l'OPAH Saint Guilhem Laissac Sud Comédie, les contributions financières des différents partenaires sont désormais les suivantes :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation de l'ANAH : 1 551 568 € contre 1 351 744 € initialement ;
- Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses crédits propres : 218 000 € contre 194 000 € initialement ;
- Ville de Montpellier : 394 000 € inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenant n°1 à la convention d'OPAH Renouvellement Urbain et Copropriétés dégradées Saint Guilhem/Laissac/Sud Comédie et d'avenant n°2 à la convention d'OPAH Renouvellement Urbain et Copropriétés dégradées Gambetta/Figuerolles/Nord Ecusson ;
- dire que les crédits correspondants sont ou seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 25 LOGEMENTS DANS DIVERSES COMMUNES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la

ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans et demi, d'environ 300 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt cinq logements occupés par des propriétaires ou des locataires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 79 532 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 8 000 € à M. David BAILLE demeurant au Domaine de Soriech à Lattes, 2 683 € à M. Henri DYE demeurant 65 rue du Pic Saint Loup à Lattes, 1 679 € à M. Jean Marie COSTE demeurant 4 chemin de la Carnette à Murviel-les-Montpellier, 2 806 € à Mme Jeanine GIBILY demeurant 740 chemin du Mas de L'Huile à Montferrier-sur-Lez, 3 500 € à Mme Laurence FALCON demeurant 21 rue des Alouettes à Pérols, 1 300 € à Mme Estelle LOPEZ demeurant 10 rue du Recantou à Vendargues, 2 276 € à Mme Françoise BARBARANT demeurant 10 rue du Parc à Baillargues, 3 500 € à Mme Christine MARCADIER demeurant 13 impasse Cité Simon 103 avenue de Palavas à Montpellier, 1 017 € à Mme Valérie PRUNIER demeurant 9 rue Stravinski à Fabrègues, 1 166 € à Mme Concetta HEBBELINCK demeurant 5 rue du Parc à Baillargues, 2 294 € à M. Claude BOUSQUET demeurant 12 rue Jacques Coeur à Montpellier, 3 500 € à M. Jean-Louis DEMERSSEMAN demeurant 70 avenue Les Hameaux du Golf à Juvignac, 10 000 € à Mme Simone BENAFFANE demeurant 4 rue des Casserolles à Castries, 2 990 € à M. Pierre CABANEL demeurant 7 rue Daniel Sage à Montpellier, 9 730 € à Mme Alexandra WITTKOTTER demeurant 33 rue Vieille à Saint Geniès des Mourgues, 567 € à M. Pierre JOUVE demeurant 237 rue du Mas d'Aussel à Prades-le-Lez, 994 € à M. Xavier PEREZ demeurant 7 bis du Général Grollier à Pignan, 3 427 € à Mme Fathia BENYAHYA demeurant 15 rue Albert Dubout à Vendargues, 1 428 € à M. Richard CYGAN demeurant 339 Quai Louis Le Vau à Montpellier, 3 148 € à M. Alain FOURRIER demeurant 10 rue des Treilles à Saint Georges d'Orques, 460 € à M. Claude METZINGER demeurant 797 avenue du Marché Gare à Montpellier, 10 000 € à M. PERRIN Thibaut demeurant 66 route de Lodève à Montpellier, 513 € à Mme Michelle MONTIER demeurant 247 rue de la Piscine à Montpellier, 1 796 € à Mme Mireille BRAILLARD demeurant 19 rue Paul Giera à Montpellier, 758 € à M. Richard CHEVALIER demeurant 80 avenue du Grenache à Lattes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire bailleur de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 POUR LA PÉRIODE 2010 - 2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements de la copropriété occupés par des propriétaires très modestes, pour un montant total de 2 499 €.

La particularité commune à ces dossiers réside dans le fait que les travaux vont être en partie réalisés par les propriétaires eux-mêmes, dans le cadre du dispositif d'autoréhabilitation encadrée. Ces opérations relèvent d'une démarche globale d'insertion, accompagnée par l'association agréée les Compagnons Bâisseurs, dont l'intervention est financée au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale qui vise à améliorer la vie quotidienne des habitants des quartiers connaissant des difficultés.

S'agissant de propriétaires occupants très modestes, le montant global des subventions peut couvrir 100% de la dépense T.T.C. retenue.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Propriétaire	Madame MILIGUI Rachida	Madame MANSOURA Yahia	Monsieur WASSFI Nazar
Caractéristiques de l'opération			
Localisation du logement	Bât K5	Bât N3	Bât L5
Nature de l'occupation avant travaux	logement occupé par son propriétaire		
Type de travaux	mise aux normes électriques, plomberie et sanitaires	mise aux normes électriques et plomberie, pose d'un chauffe-eau et radiateurs électriques, réfection du sol et peinture	mise aux normes électriques, plomberie et sanitaire
Typologie	T5	T3	T5
Surface en m²	80.67 m²	55.58	84.67
Coût de l'opération en € (non assujettie aux impôts commerciaux)	9 304	12 408	8 283
Dépense subventionnée Anah en €	7 412	10 192	7 577
Subventions			
Subvention ANAH en €	2 594	3 567	2 652
Subvention Agglo en €	741	1 000	758
Subvention Ville en €	324	635	329
Subvention convention « chantier propriétaire occupant » - CUCS	5 185	5 319.80	4 064
Subvention fondation Abbé Pierre	0	1 521.20	0
Total des subventions en €	7 790	10 855.20	6 802.50
Reste à charge propriétaire en €	460	365	480

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 741€ à Madame MILIGUI Rachida demeurant au bâtiment K5, de 1 000 € à Madame MANSOURA Yahia demeurant au bâtiment N3 et de 758 € à Monsieur WASSFI Nazar demeurant au bâtiment L5 de la copropriété Cévennes 1;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017- QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise en œuvre du projet "Montpellier Grand Cœur".

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 5, situé 33 rue Saint-Guilhem à Montpellier, occupé par un propriétaire aux ressources modestes.

Le projet concerne des travaux de réfection de toiture en copropriété.

Le coût des travaux s'élève à 2 782 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable calculée selon les règles de l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 35% soit 974 €

- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 10 % soit 278 €

- Propriétaire : solde, soit 1 530 €

Le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 278 € à Mme VACHER MERCIER Michèle demeurant 33, rue Saint-Guilhem à Montpellier ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ÉCUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) qu'elle attribue :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire bailleur s'engageant à pratiquer un loyer conventionné social et à trois propriétaires occupants aux revenus modestes, pour la réhabilitation des parties privatives et/ou communes de leurs logements, pour un montant total de 4 007 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de cette subvention, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leur logement pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 700 € à Madame SUBE Fernande demeurant 12 rue du Pila Saint-Gely à Montpellier, 700 € à Madame TONNABEL Jeanne, demeurant 12 rue du Pila Saint-Gely à

Montpellier, 265 € à Madame NEGRE Christine demeurant 5 Descente D'En Barrat à Montpellier et 2 342 € à Monsieur VALENZA Mattéo demeurant 65 Traverse de Bellevue à Saint-Gely du Fesc ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN ALGÉRIE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2183DC09 LOT N°6 AVEC LA SOCIÉTÉ ETABLISSEMENTS JF CORTINA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de la France en Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier. Afin de mener à bien cette opération, une consultation pour les travaux a été lancée dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en vertu de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a démarré les travaux de construction du MHFA en mars 2010. Dans ce cadre, la société Cortina était titulaire du marché n°2183DC09 - lot n°6 : "Cloisons – Doublages – Faux-plafonds ». Ce marché lui a été notifié le 1^{er} février 2010 pour un montant global et forfaitaire de 383 719,50 € H.T. L'intervention de la société Cortina a débuté en novembre 2010, par une prestation ponctuelle d'une dizaine de jours.

En février 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de refondre le programme scientifique et culturel (PSC) du MHFA au regard notamment de la mise en œuvre du plan Musées en région par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les années 2011-2013, et de la nécessité de dynamiser la fréquentation du Musée par un programme ambitieux d'expositions temporaires.

L'exécution des travaux a ainsi été suspendue afin de ménager le temps nécessaire à l'élaboration du PSC modificatif et des études d'avant projet en découlant.

Or, la refonte de ce programme muséographique induisant des modifications substantielles concernant entre autre le marché n°2183DC09 – lot n°6, et compte tenu que l'importance de ces modifications interdisait le recours à des avenants au marché conformément à l'article 20 du code des marchés publics, la Communauté d'Agglomération a notifié le 11 mai 2012 la résiliation du marché n°2183DC09 - Lot n°6 à la société Cortina, en vertu de la délibération n°10821 du 17 avril 2012 du Conseil de Communauté.

La résiliation a été prononcée le 4 juin 2012, suite à l'établissement du constat contradictoire.

Le 30 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération a reçu de la société Cortina une demande de transaction aux fins de prise en compte du préjudice subi ainsi que des frais engagés. La demande d'indemnité se monte à 122 143 € H.T.

Après analyse par la Communauté d'Agglomération de chacun des points justificatifs du montant susvisé, et après échanges entre la société Cortina et la Communauté d'Agglomération, les parties ont convenu de ramener le montant de la transaction à 30 000 € H.T. Ce montant correspond à la somme arrondie des indemnités négociées suivantes :

- Indemnités relatives aux frais liés à l'ajournement des travaux : 6 160 € H.T.,
- Indemnité pour bénéfice manqué du fait de la résiliation : 18 516,61 € H.T.,
- Indemnité liée aux frais spécifiques engendrés par le marché et l'élaboration du mémoire en réclamation : 5 350 € H.T.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec la société Cortina un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ». Ce protocole a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres du 29 janvier dernier qui a émis un avis favorable à sa passation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec la société CORTINA suite à la résiliation du marché n°2183 DC09 - Lot n°6,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 30.000 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - FONCTIONNEMENT 2013 - DEMANDES DE SUBVENTIONS -

APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement public d'enseignement de la musique et de la danse, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication, et sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Plus de 1 400 élèves sont inscrits dans cet établissement, qui poursuit une double mission de sensibilisation et de formation initiale des jeunes enfants, et de formation pré professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique et de la danse. Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours pré-professionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry permet également la délivrance d'une Licence mention Musique, parcours musicien interprète.

L'établissement organise en outre des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires Aménagés, en partenariat avec les écoles primaires « Gambetta » et « Auguste Comte » pour la musique, et avec le collège « Clémence Royer » pour la danse. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional en musique ou en danse dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, près de 200 manifestations publiques gratuites, (auditions, concerts, classes de maître, conférences...) sont organisées chaque année par le Conservatoire à Rayonnement Régional sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler les demandes de subventions les plus larges possibles auprès du Ministère de la Culture et de la Communication, du Ministère de l'Education Nationale, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser des demandes de subventions de fonctionnement les plus larges possible auprès de l'Etat, du Ministère de la Culture et du Ministère de l'Education Nationale, du Département de l'Hérault et de la Région Languedoc-Roussillon au titre de l'année 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d' Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTARIUM GALILÉE - TARIFS - MODIFICATION - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibérations n°8270 du 26 juin 2008 et n°9789 du 28 septembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé les tarifs applicables aux activités des séances publiques (individuels et groupes) et des séances sur réservation (groupes uniquement) du planétarium Galilée.

Il est désormais souhaitable, tout en maintenant les tarifs déjà existants, de créer de nouveaux tarifs susceptibles de répondre à l'attente de certaines catégories de publics et d'ajuster certains autres :

- **Création d'un tarif « abonnement » :**

A l'instar d'autres équipements culturels, comme l'aquarium Mare Nostrum ou encore le musée Fabre, il paraît opportun de mettre en place un tarif d'abonnement, dénommé « Univers » qui permettrait une entrée illimitée aux séances publiques uniquement, moyennant 19,90 € pour un adulte et 14,90 € pour un enfant.

- **Création d'un tarif « famille » :**

Il est proposé la création des tarifs dénommés « Tribu » à 21,50 € et « Tribu Pass'Agglo » à 19 € qui seraient destinés à des groupes de deux adultes et deux enfants de 4 à 12 ans, sans condition de filiation directe et avec la possibilité d'y adjoindre, pour 4,80 € par entrée (ou 4,50 € avec le Pass'Agglo), un ou plusieurs enfants supplémentaires, et pour 5,90 € par entrée(ou 5,10 € avec la Pass'Agglo) un ou plusieurs adultes. Ces tarifs sont à mettre en correspondance avec le tarif « Tribu » de l'aquarium Mare Nostrum.

Il est proposé d'autre part des ajustements pour permettre une meilleure synergie entre les établissements voisins :

- **Elargissement des conditions d'éligibilité du tarif « enfant » :**

Le tarif « enfant » est élargi enfants âgés de 4 à 12 ans révolus, au lieu de 4 à 11 ans révolus précédemment.

- **Réduction consentie au porteur d'un billet aquarium Mare Nostrum :**

Le second ajustement concerne les réductions qui sont consenties au planétarium sur présentation d'un billet de l'aquarium Mare Nostrum acheté le même jour pendant les périodes de vacances scolaires uniquement. Il est proposé d'étendre cette réduction à toutes les périodes de l'année et de la fixer à 1 € sur présentation de tout billet individuel de l'aquarium.

- **Assouplissement des conditions tarifaires pour les groupes :**

Enfin, toujours le même souci de cohérence avec les tarifs de l'aquarium, il paraît souhaitable de fixer à 4,60 € (au lieu de 4,80 €) le tarif des groupes qui souhaitent participer à l'activité des séances publiques, montant qui correspond au tarif pour les comités d'entreprise, tout en baissant à 20 (au lieu de 25) personnes le seuil minimum pour les groupes comme cela se pratique à l'aquarium.

Le tableau suivant rassemble la totalité des tarifs des séances publiques.

SÉANCES PUBLIQUES	TARIF	Normal	Pass' Agglo*	OBSERVATIONS
INDIVIDUELS	Adulte	6,30 €	5,30 €	Gratuité pour tout accompagnateur de personne handicapée
	Enfant	5,30 €	4,80 €	De 4 à 12 ans
	Réduction de 1 € sur les tarifs adulte et enfant sur présentation d'un billet individuel de l'aquarium Mare Nostrum du même jour. Réduction non cumulable avec le bénéfice des tarifs réduits, Pass'Agglo, nuits des étoiles, comité d'entreprises, planètes, familles nombreuses, univers et toute autre réduction ou billet à tarif réduit.			
	Réduit : Étudiants, titulaires des minimas sociaux (RSA, AAH, ASPA, ASS, minimum vieillesse), demandeurs d'emploi	5,30 €		Sur présentation du justificatif correspondant
	NUITS DES ÉTOILES	3,30 €	2,20 €	Séances publiques Séances spéciales
SPÉCIFIQUES	Comités d'entreprises, des œuvres sociales, associations : Adulte Enfant	4,60 € 4 €		Pour l'achat de 10 entrées minimum De 4 à 12 ans.
	TRIBU Adulte supplémentaire Enfant supplémentaire	21,50 € 5,90 € 4,80 €	19 € 5,10 € 4,50€	2 adultes et 2 enfants de 4 à 12 ans au moins. De 4 à 12 ans.
	Familles nombreuses	5,30 €		Sur présentation de la carte personnelle
	UNIVERS Adulte Enfant	19,90 € 14,90 €	17,90€ 13,40 €	Abonnement annuel : entrées illimitées aux séances publiques uniquement De 4 à 12 ans
	Centres de vacances et de loisirs des communes de l'Agglomération de Montpellier	2,20 €		Gratuits : 1 accompagnateur pour 10 entrées payantes
GROUPES	Autres centres de vacances et de loisirs	3,30 €		Gratuits : 1 accompagnateur pour 10 entrées payantes
	Autre groupes	4, 60 €		A partir de 20 personnes ou avec un minimum de 92 € par groupe

*sur présentation de la carte personnelle

Ces tarifs seront applicables au 15 mars 2013.

Enfin, il convient d'approuver la mise à jour des tarifs des objets vendus à la boutique du planétarium Galilée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs des séances publiques et de la boutique du planétarium Galilée ;
- dire que les recettes sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - PASSE CAMPAGNE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES GÎTES DE FRANCE HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Le Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades de Montpellier Agglomération souhaite, dans le but de développer sa fréquentation et d'accroître sa notoriété auprès d'une clientèle touristique, intégrer le dispositif « Passe Campagne » mis en place par Les Gîtes de France Hérault.

Ce dispositif consiste en la réalisation et la diffusion d'un carnet regroupant les offres touristiques des différents partenaires sous forme de coupons détachables, à présenter en caisse et donnant droit au porteur à un avantage tarifaire.

Fabriquée en 18 000 exemplaires aux frais des Gîtes de France Hérault, ce carnet est distribué dans l'ensemble des gîtes ruraux du département. Il permettra donc au Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades de se faire connaître auprès d'un large public touristique.

En contrepartie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à verser aux Gîtes de France Hérault une contribution annuelle de 120,00 € H.T., et à consentir à l'avantage tarifaire suivant : sur présentation du coupon « Passe Campagne » inclus dans le carnet « Passe Campagne », tout porteur du carnet se verra proposé l'entrée du Musée Henri Prades au tarif réduit plutôt qu'au tarif plein (1,50 € au lieu de 2,50 € pour les collections permanentes, et 2,00 € au lieu de 3,50 € pour les expositions temporaires) et ce, dans la limite de deux adultes et trois enfants.

Afin de formaliser ce partenariat, la signature d'une convention est nécessaire. Celle-ci stipule notamment les obligations de chacun des signataires. Elle sera applicable à compter de la date de sa signature jusqu'au 30 septembre 2014, et renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de trois années successives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec les Gîtes de France Hérault ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - TARIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES - APPROBATION

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Par délibérations successives n°7109 du 21 juillet 2006, n°7314 du 14 novembre 2006, n°7746 du 23 juillet 2007, n°7859 du 2 octobre 2007, n°7929 du 16 novembre 2007, n°8008 du 19 décembre 2007, n°8552 du 27 novembre 2008 et n°8729 du 29 mars 2009, le Conseil de Communauté a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles au Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient d'ajouter une liste de 110 ouvrages (prix de vente de 2,80 € à 75 €), 21 reproductions d'objets antiques (prix de vente de 7 € à 215 €), 1 affiche (prix de vente 4 €), 18 cartes postales (prix de vente 0,50 €), et 9 articles divers (dvd, mugs, jeux, foulards ; prix de vente de 8 à 37 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – CONSEIL EN ENERGIE PARTAGÉE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET LES COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. Gély, Président délégué suppléant de la Commission Développement Durable, Energies nouvelles et Gestion des temps, rapporte :

Afin d'aider les Communes de l'agglomération qui ne disposent pas de compétence Energie dans leurs services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à sa compétence en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, a souhaité proposer une convention de partenariat ayant pour objet une mission d'accompagnement technique portant sur la réalisation de Conseil d'Orientation Energétique et de Conseil en Energie Partagée dont l'objectif est de pérenniser les économies réalisées à partir de la mise en place de suivi de consommations.

Le Conseil d'Agglomération a approuvé par délibération n°10444 du 27 octobre 2011, la convention type entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Agence Locale de l'Energie et les Communes de l'Agglomération qui définit les modalités d'intervention de l'ALE auprès des Communes et les conditions financières de ce partenariat, notamment la contribution de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 0,18 € par habitant et par an, pendant les trois années de durée de la convention.

La loi Programme des orientations de la politique énergétique (POPE) n°2005-781 du 13 juillet 2005 a instauré le dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie. Les collectivités locales sont éligibles à ce dispositif et peuvent valoriser leurs actions de maîtrise de l'énergie en vendant les CEE obtenus aux fournisseurs d'énergie dit « obligés ». Le dispositif est entré dans sa seconde période 2011-2013. Le Conseil d'Agglomération a décidé par délibération n°10619 du 30 janvier 2012, l'inscription au registre national des certificats d'Economie d'Énergie de la Communauté d'Agglomération afin de valoriser ses propres opérations de maîtrise de l'énergie. Pour les petites communes, ce dispositif est complexe lorsqu'elles ne disposent pas de service énergie.

Aussi, afin de les aider à bénéficier des CEE et de faciliter leurs démarches pour valoriser les travaux d'économies d'énergie qu'elles réalisent dans le cadre de l'accompagnement de l'ALE, il est proposé de modifier la convention tripartite dans le but de prévoir, à la demande de la Commune :

- une aide de l'ALE à l'identification des opérations valorisables et à la constitution du dossier de demande des CEE, y compris la collecte des factures et de tout document justificatif.
- le dépôt par la Communauté d'Agglomération au nom de la Commune du dossier de demande des CEE, aux services compétents pour instruction, dans le cadre d'un regroupement conformément à l'article 7 du décret 2010-1664 du 29 décembre 2010 si le seuil minimum prévu par le décret sur les CEE est atteint.
- la vente des CEE de la Commune dans le cadre d'un groupement piloté par la Communauté d'Agglomération et le reversement de la somme correspondant à cette vente à la Commune.

Concernant ce troisième point, une convention de groupement sera établie au cas par cas avec les communes partenaires, afin de définir les modalités administratives, techniques et financières de la vente des Certificats d'Economie d'Énergies conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les modifications proposées sont sans incidence sur les modalités financières définies dans la convention initiale.

Les Communes ayant signé la convention tripartite avant l'effectivité des modifications proposées par le présent rapport auront la possibilité de signer un avenant n°1 prenant en compte les présentes propositions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention type modifiée proposée entre la Communauté d'Agglomération, l'Agence Locale de l'Énergie et les Communes de l'Agglomération,
- approuver l'avenant n°1 proposé pour les Communes ayant signé la convention tripartite initiale,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - DÉSAFFECTATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT DE LA PARCELLE CADASTRÉE BK60 SUR LA COMMUNE DE BAILLARGUES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Conformément au Schéma Directeur d'Assainissement approuvé par délibération du Conseil Communautaire dans sa séance du 21 décembre 2004, les effluents collectés sur la Commune de Baillargues sont raccordés depuis janvier 2011 à la nouvelle station intercommunale BAINEA, située sur la parcelle BL38. Ces travaux de raccordement ont permis la mise hors service puis la déconstruction partielle et la désinfection de l'ancienne station d'épuration, conformément au souhait de la Commune de Baillargues.

Il convient à présent de procéder à la désaffectation du bien, mis à disposition de la Communauté d'Agglomération lors du transfert de la compétence assainissement, celui-ci n'étant plus nécessaire aujourd'hui à l'exercice de cette compétence. En effet, n'étant plus affecté au service public de l'assainissement, il n'y a plus nécessité de le mettre à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et il est à réintégrer au patrimoine communal. Dans le cas présent, il s'agit de la parcelle cadastrée BK 60, assise foncière de l'ancienne station d'épuration.

La Commune de Baillargues peut ainsi recouvrer l'ensemble de ses droits et obligations attachés à cette parcelle et la réintégrer dans son patrimoine. Il lui appartiendra le cas échéant de la déclasser de son domaine public.

Il convient ainsi de prononcer dans l'immédiat la désaffectation du service public de l'assainissement de la parcelle cadastrée BK60 sur la Commune de Baillargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater que la parcelle cadastrée BK60 n'est plus affectée au service public de l'assainissement,
- prononcer la désaffectation de la parcelle énoncée, celle-ci n'ayant plus d'usage pour l'exercice de la compétence assainissement, et sa réintégration dans le patrimoine de la Commune de Baillargues,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE RESTINCLIÈRES - ZAC DES PLANS - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF À LA DESSERTE EN EAUX USÉES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Restinclières a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme de la ZAC des Plans, sur la Commune de Restinclières,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le cadre du développement de la Commune de Restinclières dans sa partie Sud-Est du tissu urbain existant.

L'opération porte sur un terrain de 11,6 hectares encadré par la Route de Montpellier (RD610) à l'ouest et le chemin des Hugues à l'est.

Il est prévu la réalisation de 163 logements et divers équipements publics.

Assainissement des eaux usées :

Collecte :

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif et la mise en place d'un poste de relèvement des eaux usées. Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Les ouvrages d'assainissement des eaux usées seront conçus et réalisés conformément aux lois, règles et fascicules techniques existants nationaux et locaux.

Ils seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la commune de Restinclières et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Traitement :

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale de Beaulieu - Restinclières dénommée La Roselière.

Conformément à la délibération du Conseil Communautaire n°10123 du 21 avril 2011, une participation au financement de cet équipement sera demandée à l'aménageur à hauteur de 591 € par logement, soit une participation de 96 333 €.

Une convention à venir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'aménageur, précisera les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour les ouvrages d'assainissement ainsi que les modalités de conception, de réalisation et de réception des réseaux et poste de relèvement construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'assainissement des eaux usées prévus pour la ZAC des Plans à Restinclières et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités de conception, de réalisation et d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des ouvrages qui seront réalisés,
- approuver le montant de 96 333 € de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : EAU ET ASSAINISSEMENT – PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - USAGERS DOMESTIQUES - TARIFICATION ET MODALITÉS D'APPLICATION - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) a été créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 du 14 mars 2012, et codifiée par l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique.

Elle est destinée à remplacer la participation pour le raccordement à l'égout (PRE), participation d'urbanisme liée au permis de construire, supprimée à compter du 1^{er} juillet 2012, afin de permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées. La PRE reste exigible après le 1^{er} juillet 2012, pour les permis de construire, les déclarations préalables ou les permis d'aménager correspondant à des demandes déposées avant le 1^{er} juillet 2012.

La PFAC sera perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles :

- neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau de collecte,
- existants déjà raccordés au réseau public, lorsqu'ils effectuent des travaux ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires,

- existants non raccordés au réseau public lorsqu'un nouveau réseau est construit et vient les desservir. Le montant de cette participation est, en tout état de cause, plafonné à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant, du coût de réalisation de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement, en application de l'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique.

Les principes généraux applicables à cette participation sont :

- exigibilité pour tout type de construction,
- égalité des usagers,
- actualisation annuelle des montants indexés sur le coût de la construction.

Les sommes ainsi perçues alimenteront le budget annexe de l'assainissement et permettront au service d'assurer la poursuite des programmes d'extension et de rénovation des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, contribuant ainsi à l'atteinte du bon état écologique des milieux naturels.

Dans cet objectif, il est aujourd'hui proposé d'instaurer cette taxe à partir du 1^{er} mars 2013 pour toutes les constructions nouvellement raccordées ou projets générant des effluents supplémentaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Les montants et les modalités de recouvrement seraient définis comme suit.

L'assiette retenue pour l'application de la PFAC des usagers domestiques est la Surface de Plancher de la construction lorsqu'il s'agit de constructions neuves assujetties à un permis de construire ou une déclaration préalable. La PFAC est également applicable à toute extension de construction, ou changement de destination qui induit un raccordement et/ou une augmentation de la quantité d'effluents rejetée, soit directement au réseau public d'assainissement, soit indirectement par l'intermédiaire du réseau interne de la construction existante.

Pour les immeubles existants raccordés à l'occasion de l'extension du réseau public d'assainissement, l'assiette de la PFAC est la Surface de Plancher déclarée par le propriétaire figurant dans la demande de branchement qu'il doit formuler auprès du service.

Le taux de base proposé pour cette participation est similaire à celui appliqué antérieurement pour la PRE (dont l'assiette était la Surface Hors d'œuvre Nette), soit :

→ 19 €/m² de Surface de plancher de la construction autorisée ou déclarée.

Les modalités de calcul pour les cas particuliers sont les suivantes :

Pour les extensions du bâti existant :

- exonération de la PFAC jusqu'à 20 m² (inclus) de Surface de Plancher créée s'il n'y a pas d'augmentation substantielle du volume d'eaux usées générées ;
- sinon 19 € / m² de Surface de plancher créée à partir de 20 m².

Pour une division en volume d'un immeuble existant :

- division d'un bâtiment en deux logements distincts ou plus, prix forfaitaire de 950 € par logement créé même sans création de Surface de plancher

Pour une démolition – reconstruction de bâti :

En cas de construction faisant suite à une démolition, la PFAC est calculée sur la base des m² de surface plancher créés, diminués des m² de surface plancher démolis, sous réserve que ces derniers aient donné lieu à mise en recouvrement de la PRE ou de la PFAC, et sur présentation des justificatifs correspondants par le pétitionnaire.

Logements sociaux :

Les logements à caractère sociaux financés par des Prêts Locatifs à Usage Social (P.L.U.S.), Prêts Locatifs Aides d'Intégration (P.L.A.I) et des Prêts Sociaux de Location-Accession (P.S.L.A.) seront assujettis aux dispositions précitées.

Les montants des participations sont toutefois ramenés à 1/100^{ème} des valeurs ci-dessus.

Pour tout autre cas non prévu dans les points précédents concernant les usagers domestiques, générateurs d'eaux usées collectées par le réseau public d'assainissement, il sera fait application d'un montant forfaitaire de 1900 €.

Enfin, pour les constructions pour lesquelles un permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 2012, mais faisant l'objet d'un permis modificatif après le 1^{er} mars 2013, la PFAC sera appliquée en cas de modification substantielle de la surface de plancher. Dans le cas contraire, la PRE initialement prescrite sera maintenue.

Par ailleurs, il est proposé de procéder à une actualisation des taux au 1^{er} janvier de chaque année sur la base du calcul suivant :

$$PFAC_{\text{année } N} = PFAC_{\text{année } 0} \times I_N / I_0$$

- I_0 étant l'indice du coût de la construction connu au 1^{er} janvier 2013, soit $I_0 = 1666$ (indice INSEE du coût de la construction au deuxième trimestre 2012),

- I_N étant l'indice du coût de la construction connu au 1^{er} janvier de l'année N, N étant l'année de l'actualisation ;

- $PFAC_{\text{année } 0}$ étant le montant de la participation pour le financement de l'assainissement collectif arrêté par la présente délibération.

La PFAC est due après le raccordement effectif de la construction au réseau public d'eaux usées. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une taxe d'urbanisme contrairement à la PRE dont la gestion pouvait être associée à celle des autorisations du droit des sols. Il convient par conséquent de mettre en place les modalités de recouvrement spécifiques pour garantir la maîtrise de la perception de cette recette.

Aussi, il est proposé que toute nouvelle demande de branchement soit traitée par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre d'un guichet unique pour tous les usagers.

Par ailleurs, le dispositif de suivi envisagé intégrera la réalisation des contrôles de conformité qui constitue une obligation réglementaire au titre du Code la Santé Publique (articles 1331-1 et 1331-4) et dont la mise en œuvre est à systématiser.

La mise en recouvrement de la PFAC sera effectuée en une seule fois après réalisation du raccordement et attestation de sa conformité.

Les règlements de service feront l'objet des modifications nécessaires pour la prise en compte de ces nouvelles modalités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration et les modalités d'application de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération à compter du 1^{er} mars 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : EAU ET ASSAINISSEMENT – PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - USAGERS ASSIMILÉS DOMESTIQUES - TARIFICATION ET MODALITÉS D'APPLICATION - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) a été créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 du 14 mars 2012, et codifiée par l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique. L'article 37 (partie V) de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, codifié à l'article L.1331-7-1 du Code de la santé publique, a créé un droit au raccordement au réseau public de collecte des eaux usées dont bénéficient les propriétaires d'immeubles ou d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique, et a ouvert la possibilité pour la collectivité maître d'ouvrage du réseau de collecte d'astreindre ces propriétaires au versement d'une participation financière tenant compte de l'économie qu'ils réalisent en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire. Il s'agit de la participation pour le financement de l'assainissement collectif « assimilés domestiques » (PFAC « assimilés domestiques »).

Cette participation est destinée à remplacer la participation pour le raccordement à l'égout (PRE), participation d'urbanisme liée au permis de construire, supprimée à compter du 1^{er} juillet 2012, afin de permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées. La PRE reste exigible après le 1^{er} juillet 2012, pour les permis de construire, les déclarations préalables ou les permis d'aménager dont les demandes ont été déposées avant le 1^{er} juillet 2012.

La PFAC sera perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est à dire les propriétaires d'immeubles :

- neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau de collecte,
- existants déjà raccordés au réseau public, lorsqu'ils effectuent des travaux ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires,
- existants non raccordés au réseau public lorsqu'un nouveau réseau est construit et vient les desservir.

Le montant de cette participation est, en tout état de cause, plafonné à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant du coût de réalisation de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement, en application de l'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique.

Les principes généraux applicables à cette participation sont :

- exigibilité pour tout type de construction,
- égalité des usagers,
- actualisation annuelle des montants indexés sur le coût de la construction.

Les sommes ainsi perçues alimenteront le budget annexe de l'assainissement et permettront au service d'assurer la poursuite des programmes d'extension et de rénovation des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, contribuant ainsi à l'atteinte du bon état écologique des milieux naturels.

Les activités impliquant des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations à des fins domestiques sont énumérées dans l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2007, relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte.

Les activités susceptibles de rejeter des eaux usées domestiques et non domestiques sont assujettis à la PFAC « assimilés domestiques »

La PFAC « assimilés domestiques » est alors applicable à l'établissement, mais les locaux et activités qui produisent des eaux usées strictement non domestiques sont exclus de l'assiette de cette PFAC.

Il est donc proposé aujourd'hui d'instaurer cette taxe à partir du 1^{er} mars 2013 pour toutes les constructions nouvellement raccordées ou projets générant des effluents supplémentaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Les montants et les modalités de recouvrement seraient définis comme suit.

L'assiette retenue pour l'application de la PFAC des usagers « assimilés domestiques » est la Surface de Plancher de la construction lorsqu'il s'agit de constructions neuves assujetties à un permis de construire ou une déclaration préalable. La PFAC est également applicable à toute extension de construction, ou changement de destination qui induit un raccordement et/ou une augmentation de la quantité d'effluents rejetés, soit directement au réseau public d'assainissement, soit indirectement par l'intermédiaire du réseau interne de la construction existante.

Pour les immeubles existants raccordés à l'occasion de l'extension du réseau public d'assainissement, l'assiette de la PFAC est la Surface de Plancher déclarée par le propriétaire figurant dans la demande de branchement qu'il doit formuler auprès du service.

Le taux de base proposé pour cette participation est similaire à celui appliqué antérieurement pour la PRE, (dont l'assiette était la Surface Hors d'Œuvre nette) soit :

Construction d'établissement hôteliers

▪ Hôtel avec restaurant ou pension de famille :

nombre de chambres x 2/3 x **1900 €**

Hôtel sans restaurant ou pension de famille (sans restaurant) :

nombre de chambres x 1/3 x **1900 €**

Construction d'établissement de restauration :

▪ Restaurant : **9€/ m²** de Surface de plancher créée

Construction de bureau, commerce, artisanats

▪ Locaux commerciaux et bureaux, bâtiments industriels, lotissement d'activité avec création ou transformation de Surface de plancher :

9 €/ m² de Surface de plancher créée

▪ plate-forme logistique :

9 €/ m² de Surface de plancher de bureau créée

▪ Autres activités industrielles, artisanales et commerciales sans création de Surface de plancher :

Prix forfaitaire de **1900 €**

Entrepôt strict : les entrepôts ne créant aucun rejet d'eaux usées seront exonérés, seule la partie bureau sera taxée à **9 €/ m²** de Surface de plancher créée

Camping

▪ Camping :

Nombre d'emplacements x 1/3 x **1900 €**

Etablissements médicalisés

▪ Etablissements médicalisés (hôpitaux, cliniques, maisons de retraites,...) :

nombre de lits x **1900 €**

Service public d'intérêt ou d'intérêt collectif

▪ Les établissements communautaires, communaux et les établissements listés au code général des impôts (Article 1382):

9 €/ m² de Surface de plancher créée.

Pour les extensions du bâti existant :

▪ exonération de la PFAC jusqu'à 20 m² (inclus) de Surface de Plancher créée s'il n'y a pas d'augmentation substantielle du volume d'eaux usées générées ;

▪ sinon **9 €/ m²** de Surface de plancher créée à partir de 20 m²

Pour une démolition – reconstruction de bâti :

en cas de construction faisant suite à une démolition, la PFAC est calculée sur la base des m² de surface plancher créés, diminués des m² de surface plancher démolis, sous réserve que ces derniers aient donné lieu à mise en recouvrement de la PRE. ou de la PFAC, et sur présentation des justificatifs correspondants par le pétitionnaire.

Pour tout autre cas non prévu dans les points précédents, entrant dans la catégorie des usagers assimilés domestiques et générateurs d'eaux usées, il sera fait application d'un montant forfaitaire de **1900 €**.

Pour les constructions pour lesquelles un permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 2012, mais faisant l'objet d'un permis modificatif après le 1^{er} janvier 2013, la PFAC sera appliquée en cas de modification substantielle de la surface de plancher. Dans le cas contraire, la PRE initialement prescrite sera maintenue.

Par ailleurs, il est proposé de procéder à une actualisation des taux au 1^{er} janvier de chaque année sur la base du calcul suivant :

$$PFAC_{\text{année } N} = PFAC_{\text{année } 0} \times I_N / I_0$$

- I_0 étant l'indice du coût de la construction connu au 1^{er} janvier 2013, soit **$I_0 = 1666$** (indice INSEE du coût de la construction au deuxième trimestre **2012**),

- I_N étant l'indice du coût de la construction connu au 1^{er} janvier de l'année N, N étant l'année de l'actualisation ;

- $PFAC_{\text{année } 0}$ étant le montant de la participation pour le financement de l'assainissement collectif arrêté par la présente délibération.

La PFAC est due après le raccordement effectif de la construction au réseau public d'eaux usées. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une taxe d'urbanisme contrairement à la PRE dont la gestion pouvait être associée à celles des autorisations du droit des sols. Il convient par conséquent de mettre en place des nouvelles modalités de recouvrement spécifiques pour garantir la maîtrise de la perception de cette recette.

Aussi, il est proposé que toute nouvelle demande de branchement soit traitée par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre d'un guichet unique.

Par ailleurs, le dispositif de suivi envisagé intégrera la réalisation des contrôles de conformité qui constitue une obligation réglementaire au titre du Code la santé publique (articles 1331-1 et 1331-4) et dont la mise en œuvre est à systématiser.

La mise en recouvrement de la PFAC sera effectuée en une seule fois après réalisation du raccordement, et attestation de sa conformité.

Les règlements de service feront l'objet des modifications nécessaires pour la prise en compte de ces nouvelles modalités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration et les modalités d'application de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif "assimilés domestiques" sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération à compter du 1er mars 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE - TARIFS - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc », dite « eau brute », de plein droit en lieu et place des Communes membres.

Elle intervient selon le principe de représentation – substitution pour les communes de Clapiers, Jacou et Vendargues, membres du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation dans la Vallée du Salaison (SITIVS), et directement sur les 28 autres Communes de l'Agglomération.

Le service public de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est géré en régie. Il est financé par la redevance eau brute perçue auprès des usagers pour couvrir les charges d'exploitation et les travaux de réparation sur les réseaux du service communautaire.

Par délibération n°9720 du 20 juillet 2010, ont été adoptés des tarifs de vente d'eau brute applicables sur les 28 communes dans lesquelles la Communauté d'Agglomération exerce directement la compétence, tarifs actualisés en janvier 2012.

Par arrêté préfectoral n°2012-1-2673 du 21 décembre 2012, a été mis fin à l'exercice de la compétence du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation dans la Vallée du Salaison (SITIVS) en voie de dissolution, et de ce fait, la compétence Eau Brute a été transférée à la Communauté d'Agglomération pour les Communes de Jacou, Clapiers et Vendargues.

Dans un souci de cohérence et d'égalité entre les usagers du service public communautaire mais aussi vis-à-vis des autres utilisateurs d'eau brute sur le territoire, le niveau et la structure des tarifs adoptés avaient été alignés sur ceux de BRL Exploitation, principal opérateur local en matière de distribution d'eau brute mais aussi fournisseur d'eau brute en gros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de tenir compte de l'évolution tarifaire des ventes en gros de BRL Exploitation et pour équilibrer le budget annexe du service, une révision des tarifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être appliquée à compter de la campagne de consommation 2013. Le taux d'augmentation proposé est celui de l'évolution tarifaire des ventes en gros d'eau brute de BRL Exploitation entre 2012 et 2013, soit 2,39%. Il conduit aux nouveaux tarifs suivants :

- ♦ Tarification Eau brute à Usages Divers (EUD)

- Abonnement annuel : 62,56 € H.T. par m³/h souscrit

- Consommation : 0,54 € H.T. par m³

- ♦ Tarification Petits Consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m³/h)

- Abonnement annuel pour 2 m³/h : 62,56 € H.T.

- Consommation : 0,54 € H.T. de 0 à 70 m³

- Consommation : 1,41 € H.T. par m³ au delà de 70 m³.

- ♦ Tarifs forfaitaires pour la souscription d'un nouveau contrat et l'ouverture ou la fermeture d'un compteur d'alimentation en eau brute : 45,33 € H.T.

Par ailleurs, parmi les usagers des trois communes du SITIVS sur lesquelles la Communauté d'Agglomération exerce désormais la compétence Eau Brute, figurent des usagers dit « agricoles » qui bénéficiaient jusque là de tarifs spécifiques adaptés à la nature de leur activité.

Afin de faire bénéficier ces usagers de la même qualité de service, il est proposé d'instaurer une tarification agricole dont la structure et le niveau sont similaires à ceux prévalant auparavant. Ce tarif préférentiel ne s'adresse qu'aux usagers agriculteurs cotisant à la Mutualité Sociale Agricole (MSA) à titre principal.

- ♦ Tarification Agricole

- Abonnement annuel : 62,56 € H.T. par m³/h souscrit

- Consommation : 0,133 € H.T. par m³

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les tarifs du service public communautaire de l'eau brute applicables à compter de la campagne de consommation 2013 comme indiqué ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : ENVIRONNEMENT – PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - RÉHABILITATION DES ANCIENNES DÉCHARGES DE SAINT-BRÈS, SAINT GEORGES D'ORQUES ET MURVIEL LES MONTPELLIER - ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le plan départemental de résorption des décharges brutes de l'Hérault établi conformément à la loi du n°92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement, et à la circulaire ministérielle du 10 novembre 1997, mentionne en 2012 trois sites d'anciennes décharges restant à réhabiliter. Il s'agit des sites dits « des Baraques » sur la Commune de Saint Georges d'Orques, « des Ifs » sur la Commune de Murviel les Montpellier et de « la Tour Ronde » sur la Commune de Saint-Brès.

Dans le cadre de l'accord de partenariat signé en 2010 entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de son programme local de prévention des déchets, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée à faciliter la réhabilitation des trois derniers sites d'anciennes décharges situés sur son territoire.

Par ailleurs, le Département de l'Hérault et l'ADEME apportent leur soutien financier à ce type d'opérations à hauteur respectivement de 40% (plafonnés à 75 000 € H.T. de dépenses par site) et 30% du montant des travaux (plafonnés à 225 000 € H.T. de dépenses pour l'ensemble des 3 sites).

C'est pourquoi la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose aux trois communes concernées :

- un soutien technique formalisé par une convention de mutualisation de moyens avec la Commune de Saint Georges d'Orques désignée coordinatrice d'un groupement de commande avec les Communes de Saint-Brès et de Murviel les Montpellier visant à réaliser la maîtrise d'œuvre et les travaux de réhabilitation des trois sites ; cette convention fait l'objet d'une délibération proposée lors de cette même séance du Conseil Communautaire ;
- un soutien financier complémentaire aux subventions du Département et de l'ADEME, à hauteur de 10 % du montant H.T. des travaux et des dépenses d'ingénierie, plafonnés à 240 000 € H.T. de dépenses pour l'ensemble des 3 sites et ventilés comme suit en fonction de l'estimation prévisionnelle des dépenses par site :
- Murviel les Montpellier : 10% du montant prévisionnel des dépenses estimé à 85 000 € H.T.
- Saint-Brès : 10% du montant prévisionnel des dépenses estimé à 100 000 € H.T.
- Saint Georges d'Orques : 10% du montant prévisionnel des dépenses estimé à 55 000 € H.T.

Ce soutien financier prend la forme d'un fonds de concours attribué à chaque commune. Il fait l'objet d'une convention de cofinancement avec chacune des Communes concernées qui en précisera les modalités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions d'attribution de fonds de concours aux Communes de Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et Murviel les Montpellier pour la réalisation des travaux de réhabilitation des anciennes décharges communales,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions relatives à l'attribution des participations financières ci-avant décrites, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : ENVIRONNEMENT – PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - RÉHABILITATION DES ANCIENNES DÉCHARGES DE SAINT-BRÈS, SAINT GEORGES D'ORQUES ET MURVIEL LES MONTPELLIER - CONVENTION DE MUTUALISATION DE MOYENS AVEC LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le Plan Départemental de résorption des décharges brutes de l'Hérault mentionne en 2012 trois sites d'anciennes décharges restant à réhabiliter sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir les sites dits « des Baraques » sur la Commune de Saint Georges d'Orques, « des Ifs » sur la Commune de Murviel les Montpellier et de « la Tour Ronde » sur la Commune de Saint-Brès.

Dans le cadre de l'accord de partenariat signé en 2010 entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de son programme local de prévention des déchets, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée à faciliter la réhabilitation par les Communes des trois derniers sites d'anciennes décharges situés sur son territoire.

C'est pourquoi, elle propose d'intervenir au travers :

- d'un soutien financier complémentaire aux aides de l'ADEME (30%) et du Département (40%) relatives à la réhabilitation des décharges brutes : ce soutien prend la forme d'un fonds de concours attribué à chacune des communes concernées correspondant à 10% du montant H.T. des travaux de réhabilitation de leur site, approuvé par délibération de ce jour ;
- d'un soutien technique formalisé par une convention de mutualisation de moyens avec la Commune de Saint Georges d'Orques désignée coordinatrice du groupement de commande réunissant les trois Communes concernées et visant à réaliser la maîtrise d'œuvre et les travaux de réhabilitation des trois sites.

Cette mutualisation se fonde sur la mise en cohérence et l'optimisation des moyens engagés localement au titre du programme local de prévention des déchets. Elle vise également à faire profiter les communes de l'expérience acquise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans l'aménagement et la réhabilitation des sites d'enfouissement de déchets ménagers et assimilés. Ainsi, en application de l'article L.5211-4.1 du code général des collectivités territoriales, elle se matérialise par la mise à disposition de la Commune de Saint Georges d'Orques de l'ingénieur chargé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au sein de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets, de l'aménagement, du suivi d'exploitation et de la réhabilitation des installations de stockage de déchets. Ce dernier :

- proposera le programme de réhabilitation des 3 sites, ainsi que son enveloppe financière ;
- proposera, avec le concours de la Direction des Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le cadre administratif du groupement de commandes réunissant les 3 Communes concernées ;
- proposera les cahiers des charges et documents de consultation des maître d'œuvre, contrôleur technique et coordinateur sécurité et protection de la santé à désigner dans le cadre du groupement de commande ;
- fournira un avis d'expert dans le cadre du choix des différents prestataires et entreprises de travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- participera à la validation technique des projets établis par le maître d'œuvre et à la réception des travaux en relation avec les autres partenaires financiers (ADEME et Département).

Ce projet de convention de mutualisation de moyens ne prévoit aucune contribution financière de la part des communes dans la mesure où cette action s'inscrit dans le cadre du programme local de prévention des déchets pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier reçoit par ailleurs un soutien financier de la part de l'ADEME.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mutualisation de moyens entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Saint Georges d'Orques, coordinatrice du groupement de commandes pour la réalisation des travaux de réhabilitation des sites d'anciennes décharges de Saint Georges d'Orques, Saint-Brès et Murviel les Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - COLLECTE DES DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES - CONVENTION AVEC L'ÉCO ORGANISME OCAD3E - RENOUELEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°7642 du 16 mai 2007 le Conseil Communautaire a approuvé la signature d'une convention avec OCAD3E, l'organisme coordonnateur agréé par l'Etat en charge de la gestion des soutiens financiers aux collectivités pour la collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur portant sur ces produits. Cette convention précise les conditions de mise à disposition par la Communauté d'Agglomération des D3E collectés sur son territoire : elle désigne le site de la Communauté Emmaüs de Saint-Aunès comme site d'enlèvement par les entreprises spécialisées désignées par l'éco organisme Ecologic des D3E non réemployables, l'Agglomération ayant confié à Emmaüs, par convention du 14 novembre 2006, la collecte des D3E sur les déchèteries en vue d'en extraire la partie ré utilisable. Elle définit également les barèmes des soutiens versés à la collectivité, ainsi que les modalités de suivi et de traçabilité des D3E collectés.

Depuis le démarrage de cette convention, 82 000 appareils représentant 2 200 tonnes ont été écartés de l'enfouissement, 12 500 ont pu être réemployés (240 tonnes), le solde étant confié à des entreprises spécialisées en démantèlement, dépollution et valorisation des D3E dans le respect de la réglementation.

Les soutiens apportés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pendant cette période s'élèvent à 278 255 Euros.

Cette convention avec OCAD3E ayant pris effet le 10 juillet 2007 pour une durée de 6 ans, il est nécessaire de la renouveler avant le 31 mars 2013 pour assurer la continuité des soutiens trimestriels.

La proposition de nouvelle convention transmise par OCAD3E reprend les éléments de la précédente en répartissant le soutien en une part fixe, rapportée à la typologie de l'habitat et à la population de la collectivité, une part variable liée aux tonnages collectés et un soutien aux dépenses de communication courante ou événementielle. Les montants unitaires des soutiens sont également inchangés. Elle comprend une clause nouvelle permettant le soutien aux mesures d'amélioration de la sécurité des usagers et des prestataires sur les lieux de collecte, des conditions d'utilisation de ces lieux et des mesures de lutte contre les vols permettent d'augmenter les quantités collectées. Cette convention lie l'Agglomération et l'OCAD3E pour une nouvelle durée de 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec l'éco-organisme OCAD3E ainsi que les engagements réciproques des deux partenaires ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de

Montpellier, chapitre 928 ;

- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GÉRONTOPÔLE – RAPPORT ANNUEL 2012 SUR L'ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS URBAINS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme P. MIENVILLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle, rapporte :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, prévoit que la chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, soit organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Conformément à la loi « handicap » de 2005, en tant qu'autorité compétente pour l'organisation du transport public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a créé une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, renouvelée par délibération n°8147 en date du 30 avril 2008, modifiée par délibération n°9831 du 29 octobre 2010.

Par délibération n°9259 du Conseil du 26 novembre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le schéma directeur d'accessibilité des services de transport collectif. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore un programme annuel d'actions répondant aux objectifs du schéma directeur d'accessibilité. La commission intercommunale est chargée d'établir un rapport annuel qui fait un bilan de l'état de l'accessibilité des services de transport collectif et élabore des propositions d'amélioration.

Depuis la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012, le réseau tramway entièrement accessible transporte 81% de la clientèle quotidienne. Avec ce mode plébiscité par l'ensemble des associations représentant les personnes à mobilité réduite, la clientèle dispose des meilleures conditions d'accessibilité, que ce soit dans les rames, en station, ou sur l'ensemble des espaces urbains réaménagés le long des lignes de tramway.

En outre, avec le nouveau réseau, le matériel roulant de bus est également devenu accessible à 100%. Ainsi, l'ensemble du matériel roulant en exploitation sur le réseau est accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite, en avance sur les obligations de la loi de 2005.

En septembre 2012, l'ensemble du réseau bus des transports de l'agglomération de Montpellier compte 1215 arrêts bus, soit 515 arrêts sur le réseau « Montpellier », 590 sur le réseau « Agglomération » et 110 arrêts Hérault Transport. Hors arrêts Hérault Transport, au global 46% des arrêts du réseau bus des transports de l'agglomération de Montpellier sont accessibles contre 42% en 2011.

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les actions suivantes en termes d'accessibilité des transports :

- poursuite de la concertation avec les associations représentatives des personnes à mobilité réduite dans le cadre la réalisation des lignes 3 et 4 de tramway pour l'accessibilité des rames de tramway et l'aménagement des stations et des espaces publics. Ont notamment été prises en compte les attentes en matière d'information sonore et visuelle des voyageurs, ainsi que l'amélioration de l'accessibilité Place Gibert avec la réalisation des bandes de guidage et le remplacement des barrières devant les accès de la gare Montpellier Saint Roch pour éviter le stockage des vélos.

A noter qu'un retour d'expérience des lignes 3 et 4 de tramway a été réalisé pour servir de base aux nouvelles propositions à développer dans le cadre du projet de la ligne 5 ;

- étude de mise en conformité de la station tramway Comédie pour améliorer l'accessibilité notamment des malvoyants, pour une réalisation des travaux en 2013 ;

- réalisation des travaux de mise en accessibilité de la ligne de bus n°7 la Martelle – Hôtel du Département hors périmètre Grand Cœur, achèvement de ceux de la ligne 19 Hôtel du Département - Pierre de Coubertin et engagement de ceux de la Navette ; ces réalisations étant effectuées en accompagnement des programmes d'accessibilité des espaces publics de la ville de Montpellier ;

- aménagements dans le cadre du renouvellement du mobilier urbain ou à l'occasion de la création de nouveaux arrêts sur les lignes 9 Grammont – Apollo, 10 Aiguelongue – Celleneuve, 18 Sabines – Lattes, 20 Saint-Jean-de-Védas et 23 Occitanie – Prades le Lez ;

- poursuite des études de mise en accessibilité des lignes 11 Les Bouisses – Gare Saint Roch et 16 Tournezy - Gare St Roch, pour une réalisation des travaux en 2013 ;

- engagement des études de La Ronde sur le tronçon Nord de la ligne le plus fréquenté et des lignes : 18 Lattes – Montpellier (Sabines), 21 Castelnau le Lez Vendargues et 22 Montpellier (St Eloi) – Clapiers – Jacou ; pour une réalisation des travaux en 2013 ;

- acquisition de 2 bus GNV accessibles aux personnes à mobilité réduite dans le cadre du programme de renouvellement du matériel roulant et poursuite du programme de modernisation de 42 autobus comprenant la mise en accessibilité et une rénovation esthétique et mécanique ;

- achèvement du programme de mise en place des annonces sonores dans les autobus ;

- poursuite de la mise en accessibilité de l'agence commerciale TaM rue Jules Ferry ;

- poursuite de l'installation de 90 bornes d'information voyageurs (BIV) sur les arrêts du réseau de transports ;

- poursuite du programme d'équipement en abris voyageurs avec l'installation de 528 abris voyageurs depuis 2011 pour atteindre un taux d'équipement de 52%, contre 44 % antérieurement, sur l'ensemble du réseau de transports collectifs.

Au titre de 2012, l'ensemble de ces actions s'élève à 4,340 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2012 sur l'accessibilité du réseau de transports collectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GÉRONTOPÔLE – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ACQUISITION D'ENVIRON 250 TRANSMETTEURS TÉLÉALARME - APPROBATION

Mme P. MIENVILLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteur de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile.

Une dotation de 50 000 € est inscrite au budget primitif 2013 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 nouveaux appareils.

Le règlement d'aide du Département de l'Hérault prévoit l'attribution de subvention pour l'acquisition de ce type de matériel.

Il est proposé au Conseil de Communauté de solliciter une subvention du Département de l'Hérault pour l'acquisition de 250 transmetteurs supplémentaires de téléalarme dans le cadre des prévisions budgétaires de l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention pour l'année 2013 auprès du Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE RELATIVE À LA RÉALISATION DES ÉTUDES DE LA DÉNIVELLATION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 132 À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

La Route Départementale 132 (RD132) supporte un important trafic routier provoquant des perturbations au niveau du carrefour avec la Route Départementale 5 (RD5).

Le projet de la 5^{ème} ligne de tramway prévoit d'emprunter, entre Lavérune et Montpellier, le tracé de la RD 5 et de traverser le carrefour avec la RD 132.

C'est dans ce contexte, et afin d'assurer un fonctionnement optimal de ce carrefour en termes de fluidité et de sécurité pour l'ensemble des usagers, que le Département de l'Hérault et Montpellier Agglomération envisagent d'étudier conjointement la dénivellation de la RD 132 au carrefour avec la RD 5. Cette étude est inscrite dans le Contrat de partenariat pour une mobilité durable sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier 2012-2016 passé avec le Département de l'Hérault.

Les travaux de dénivellation seraient réalisés conjointement à ceux de l'aménagement de la 5^{ème} ligne de tramway.

Dans la perspective de réalisation de cet ouvrage et pour en assurer la cohérence temporelle et spatiale, la présente convention a pour objet de confier à l'Agglomération de Montpellier la maîtrise d'ouvrage des opérations d'études relatives au domaine public routier départemental.

L'exécution de la convention sera assurée par TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway.

L'enveloppe financière prévisionnelle des études, estimée à 800 000 € H.T., comprend :

- les frais de maîtrise d'œuvre complète,
- les frais des reconnaissances (levés topographiques, reconnaissances géotechniques, études environnementales...)
- les frais de rémunération du mandataire de la maîtrise d'ouvrage établis à 4,12% du montant des opérations

suivant le contrat de mandat en vigueur.

Le financement des études sera assuré à parts égales par le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément au Contrat de partenariat pour une mobilité durable.

Le Département de l'Hérault remboursera à la Communauté d'Agglomération les sommes, toutes taxes comprises, réellement déboursées, sur présentation des justificatifs des dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation des études de la dénivellement de la route départementale 132 à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3.145 DE LA MISSION DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°8520 du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.145 avec l'entreprise PRESENTS de Lyon (69), pour un montant de 308 072 € H.T.

Ce marché porte sur la mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour les phases « Conception » et « Réalisation ». La mission, de catégorie 1, s'applique aux opérations de génie civil, de bâtiments, d'infrastructures, d'ouvrage d'art et de travaux préparatoires, de recherches archéologiques et de déviation de réseaux constitutives de l'ensemble de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway.

Suite à la mise en service en avril 2012 des lignes 3 et 4, des compléments d'aménagements sont apparus nécessaires tels que notamment la modification du quai de la station Comédie, d'un quai à la gare et le réaménagement du carrefour entre l'avenue Antonelli et le pont Zuccarelli. Les travaux correspondants, d'une durée d'1 an, nécessitent un suivi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.

Le projet d'avenant n°1 a donc pour objet de prolonger la durée du marché initialement de 54 mois à 66 mois et de prendre en compte le suivi des travaux complémentaires.

Le montant de l'avenant s'élève à 7 880 € H.T. représentant une augmentation d'environ 2,5% et portant le montant total du marché à 315 952 € H.T.

Cet avenant ne remet pas en cause l'économie générale du marché.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 29 janvier 2013 a donné un avis favorable à cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°3.145 passé avec l'entreprise PRESENTS de Lyon (69) pour la mission de coordination sécurité et protection de la santé, portant le montant du marché à 315 952 € H.T.,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer cet avenant,
- dire que les crédits nécessaires au paiement de ce marché avenanté dans le cadre de l'exercice du mandat confié à TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2013

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Délégation de Service Public des transports en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue pour la période 2010-2017 stipule que les biens nécessaires à l'exploitation sont, pour l'essentiel, fournis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui assure régulièrement leur renouvellement et, pour partie,

fournis par l'exploitant. Les investissements correspondants sont donc réalisés soit directement par la Communauté d'Agglomération soit par l'exploitant avec le cas échéant une subvention d'équipement de 70% versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc nécessaire de définir les modalités de réalisation de ce programme d'investissements pour l'année 2013.

1 – Programme d'investissements réalisé directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Ce programme est arrêté au montant total de 780 000 euros T.T.C. et comprend :

- l'acquisition de 2 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule) pour un montant de 630 000 euros T.T.C. comprenant l'installation d'écrans TFT (Trinitron Flat Tube qui permet d'avoir un écran plat) pour diffuser une information voyageurs à l'intérieur des véhicules,
- l'acquisition de dalles TFT pour les rames de la ligne 1 dans le cadre du programme d'accessibilité pour un montant de 150 000 euros T.T.C. correspondant à l'engagement d'un programme de 3 ans.

Par ailleurs, il convient de clore le programme engagé en 2012 pour un montant de 1 320 000 € avec le report en 2013 des actions en cours.

2 – Programme d'investissements subventionnés à 70% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et réalisés par l'exploitant

La participation au programme des investissements subventionnés est arrêtée à la somme de 1 374 000 euros H.T. et comprend notamment :

- la poursuite du programme de remise à niveau mécanique et esthétique des bus permettant un allongement de la durée de leur exploitation et comprenant leur mise en accessibilité conformément à la loi « Handicap » pour un montant de 408 000 euros H.T.,
- la poursuite du programme VéloMag' avec une subvention de 262 500 euros H.T. comprenant le renouvellement des vélos et l'équipement des stations,
- la maintenance des parkings tramway comprenant le renouvellement de matériel péager pour un montant de 329 000 euros H.T.,
- l'acquisition de DAT (Distributeurs Automatiques de Titres) afin de poursuivre l'équipement des stations de la ligne 1 pour un montant de 105 000 euros H.T.,
- les équipements de maintenance bus et tram dont la fin du programme BIV (Borne d'Information Voyageur) avec une subvention de 104 300 euros H.T. comprenant notamment la poursuite du programme d'équipements en matériel de dépollution,
- la maintenance des équipements tramway ligne 1 notamment des sous-stations avec une subvention de 144 200 euros H.T.,
- la maintenance des bâtiments avec une subvention de 21 000 € H.T.

Par ailleurs, il convient de clore le programme engagé en 2012 pour un montant de 2 410 000 € avec le report en 2013 des actions en cours.

3 – Programme EMMA (Espace Multimodal Montpellier Agglomération)

La poursuite du programme EMMA pour un montant de 1 400 000 € T.T.C. pour l'année 2013 comprenant notamment l'évolution du projet d'achat et de rechargement de titres de transport sur téléphone portable NFC (Near Field Communication, technologie qui permet le paiement sans contact).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le présent programme d'investissements pour 2013,
- approuver la clôture du programme d'investissement 2012 avec le report des actions engagées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2360TV DE TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DU RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN RELATIF À LA CRÉATION DE PRIX NOUVEAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à la loi du 11 février 2005, a approuvé le du Schéma Directeur d'Accessibilité du réseau de transport en commun par délibération du n°9259 du 26 novembre 2009.

Le Conseil de Communauté, par délibération n°9490 du 1^{er} avril 2010, a autorisé la signature du marché n°2360TV relatif aux travaux nécessaires à la mise en accessibilité du réseau de transport en commun avec l'entreprise Colas Midi-Méditerranée.

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un seuil minimum de 150 000 € H.T. et un maximum de 900 000 € H.T., conclu pour une durée de trois années à compter de la date de notification.

Les prix du bordereau de ce marché ne permettent pas de s'adapter à l'ensemble des situations rencontrées sur le terrain. Ainsi des prestations supplémentaires liées au phasage de chantier doivent être intégrées, comme la réalisation de revêtements de surface en présence d'abris voyageur.

Il convient donc de modifier par avenant le contrat initial pour permettre de rémunérer l'ensemble des prestations à réaliser dans certaines situations de chantier.

L'avenant n°1 au marché 2360TV a pour objet la création de prix nouveaux relatifs aux prestations correspondantes. Ce projet d'avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 2360TV de travaux de mise en accessibilité du réseau de transport en commun,
- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget communautaire, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2448 DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE RÉFECTION, DE RENFORCEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DE VOIRIE - CRÉATION DE PRIX NOUVEAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Afin d'assurer les missions d'entretien et d'aménagement des voiries d'intérêt communautaire, l'Agglomération de Montpellier a approuvé le projet de marché n°2448 par délibération n°9737 du 20 juillet 2010 relatif aux travaux d'entretien, de réfection, de renforcement et d'aménagement de voirie.

Il s'agit d'un marché à bon de commande avec un seuil minimum de 200 000 € H.T. et un maximum de 600 000 € H.T., dont la date d'échéance est fixée au 31 décembre 2014.

La prise en charge, par l'Agglomération, de besoins nouveaux sur les voies communautaires nécessite de compléter le bordereau des prix existant afin d'intégrer de nouvelles prestations :

- entretien des équipements d'assainissement routier (curage des fossés),
- intervention ponctuelle de réparation par enrobés à froid,
- opération de sécurisation des espaces publics et notamment l'enlèvement des matériaux par balayage mécanique,
- remplacement du mobilier urbain (potelets, barrières).

Il convient donc de modifier par avenant le marché initial pour permettre de rémunérer les nouvelles prestations.

Le projet d'avenant n°1 au marché 2448 a pour objet la création de prix nouveaux relatifs aux prestations correspondantes.

Ce projet d'avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2448A10 des travaux d'entretien, de réparation, de renforcement et d'aménagement de voirie,
- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Créations de postes pour mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, après avis du Comité Technique Paritaire du 29 janvier 2013, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'annexe 1 ci-jointe, dans le cadre de la transformation des contrats en CDI.

II Créations de postes CAP 2013

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire, après avis du Comité Technique Paritaire du 29 janvier 2013, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'annexe 2 ci-jointe, dans le cadre des promotions internes résultant des commissions administratives paritaires.

III Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 3 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 29 janvier 2013.

IV Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 4 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 29 janvier 2013.

V Confirmation de poste au tableau des effectifs

Par délibération n°6799 du 16 décembre 2005, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de responsable du Pôle édition (n° de poste 2002-444) a été confirmé au tableau des

effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : assurer la coordination du Pôle Edition, gérer directement divers dossiers thématiques, garantir la bonne application de la charte graphique de la Communauté d'agglomération, suivre et participer à l'élaboration des outils de communication des équipements, assurer une veille sur l'évolution des outils et supports de communication pour être force de proposition.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de la communication.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès de la presse locale et nationale sur les actions menées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fond juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : PERSONNEL – COMPTE ÉPARGNE-TEMPS - CONVENTION PRÉVOYANT LES MODALITÉS FINANCIÈRES DE TRANSFERT DES DROITS À CONGÉS EN CAS DE CHANGEMENT DE COLLECTIVITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne-Temps dans la Fonction Publique Territoriale précise qu'un agent titulaire d'un Compte Epargne-Temps (CET) conserve les droits acquis au titre de ce CET en cas de changement de collectivité (article 9 alinéa 1), par voie de mutation ou de détachement.

La collectivité d'accueil assure alors la gestion du compte épargne-temps.

L'article 11 du décret susmentionné précise que les collectivités peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par les agents bénéficiaires d'un CET à la date à laquelle ces agents changent de collectivité, par la voie de la mutation ou d'un détachement.

Par ailleurs, la délibération n°9795 approuvée en séance du 28 septembre 2010, a établi les nouvelles modalités d'utilisation du CET au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et mis en place un dispositif transitoire prévu par l'article 14 du décret n°2010-531 du 20 mai 2010.

La présente délibération propose d'autoriser la Communauté d'Agglomération de Montpellier à conclure des conventions en cas de mobilité de personnels dotés de Compte Epargne-Temps.

1-En cas d'arrivée d'un agent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

Lorsque la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que collectivité d'accueil, recrute un agent disposant de droits préalablement épargnés dans une collectivité d'origine, elle peut proposer à la collectivité d'origine une convention, afin de percevoir un dédommagement financier pour la prise en charge de ce CET.

L'agent nouvellement recruté peut bénéficier des droits épargnés conformément au règlement relatif au CET approuvé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en délibération n°9795 du 28 septembre 2010.

Si la collectivité d'origine refuse les modalités financières proposées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cette dernière doit toutefois assumer le CET transféré de droit.

2-En cas de départ d'un agent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

Lorsque la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que collectivité d'origine, est sollicitée par une collectivité accueillant un agent disposant de droits épargnés lors de son affectation à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, elle peut accepter la convention proposée par la CT d'accueil.

Dans les deux cas, le montant réclamé ou versé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier par convention ne peut en aucun cas dépasser le coût chargé journalier de l'agent concerné.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le principe de la réclamation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'un remboursement du Compte Epargne-Temps d'un agent arrivant d'une autre collectivité ;
- autoriser le principe de remboursement du Compte Epargne-Temps d'un agent muté ou détaché de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vers une collectivité (ou établissement) accueillante ;
- approuver la convention-type associée qui sera proposée à la collectivité d'origine en cas de recrutement d'un agent doté d'un Compte Epargne-Temps,

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (budget principal chapitres 920, 921, 923, 924, 928 et 929 ; budgets annexes) ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : PERSONNEL – RENOUELEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER AU GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Dans le cadre des actions de prévention menée pour la santé des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'association GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer) est un partenaire prépondérant de l'Agglomération depuis 6 ans.

La mission principale du GEFLUC est d'intensifier la prévention et l'information sur les dépistages des cancers. Ainsi, le groupement organise au sein des entreprises des séances d'information et de sensibilisation à la prévention des cancers par des réunions interentreprises sur différents thèmes : le tabagisme passif et actif au travail, l'alcoolisme, l'alimentation, les addictions,...

Après la mise en place d'une conférence sur le tabac en février 2005, l'association continue d'accompagner les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des Communes dans leur sevrage tabagique.

Cet accompagnement, appelé « plan anti-tabac », a déjà concerné plus d'une centaine d'agents. En 2013, sur une durée de 6 mois, il se présentera sous la forme de huit rendez-vous individuels d'une durée de 30 minutes avec un tabacologue.

Pour poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des thèmes d'hygiène de vie et des formations d'agents, il est nécessaire de renouveler l'adhésion à cette association. Cette demande d'adhésion s'inscrit dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement d'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association GEFLUC ;
- autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 000 euros au titre de l'année 2013 ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : PERSONNEL – CONVENTION ANNUELLE DE MOYENS AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. BARRANDON, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Le développement du Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) correspond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des solidarités plus fortes.

Le CASSC permet de répondre aux attentes des agents, en matière de loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales, et de services collectifs. Il est aujourd'hui, un acteur à part entière de la vie des agents. Il a pour objectifs de créer du lien social entre les agents, de faciliter l'accès des agents à la culture, aux sports et aux loisirs et d'améliorer leurs conditions de vie.

Pour développer ces objectifs et faire du CASSC un outil dédié aux agents, la Communauté d'Agglomération de Montpellier lui apporte son soutien au travers d'un partenariat.

Ce partenariat se concrétise par :

- la détermination d'engagements réciproques des parties au travers d'une convention d'objectifs qui couvre la période 2009-2014,
- la mise à disposition de moyens par la Communauté d'Agglomération pour atteindre ces objectifs et la mise en place d'une évaluation des actions réalisées dans ce cadre au travers d'une convention annuelle de moyens.

Au titre de ces moyens, figurent :

- le versement une subvention annuelle qui sera fixée par le Conseil d'Agglomération après examen du budget prévisionnel N + 1 du CASSC, et versée après le vote du budget primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant et les modalités de versement de cette subvention seront définis par une convention financière spécifique.
- la mise à disposition contre remboursement, et selon une convention individuelle, de deux agents à temps complet et un agent à mi-temps.
- la mise à disposition de moyens matériels (bureaux, matériel informatique et téléphonique) ainsi que la prise en

charge des dépenses courantes (affranchissement, frais de téléphone et d'abonnement Internet, petites fournitures et fluides).

En contrepartie, l'association CASSC devra transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le budget prévisionnel élaboré pour l'année N+1, au cours du mois de septembre de l'année N., ainsi que l'échéancier du versement de la subvention en fonction des besoins budgétaires annuels du CASSC.

Elle devra en outre prévoir une réunion annuelle avec la direction de la Communauté d'Agglomération afin de réaliser un point d'étape sur la consommation budgétaire, et transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu des Conseils d'Administration du CASSC.

Le projet de convention annuelle de moyens pour la période 2013 a reçu un avis favorable à l'unanimité du Comité Technique Paritaire du 11 décembre 2012.

Mesdames T. Capuozzi-Boualam, F. Prunier, F. Berger, R. Buono, J. Galabrun-Boulbes, M. Castre, et Messieurs L. Pouget, P. Bonnal, A. Barrandon, J-L. Gely, A. Sivieude, Y. Pellet, J-P. Coulet, M. Allouche, J-L. Meissonnier, T. Breyse, P. Combettes, A. Moynier ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de moyens 2013 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920 et budgets annexes, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (18 ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°49 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRÉSIDENT - MODIFICATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1°Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2°De l'approbation du compte administratif ;

3°Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4°Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5°De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6°De la délégation de la gestion d'un service public ;

7°Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'assemblée délibérante peut déléguer au président l'exécution des marchés et accords cadres, soit au cas par cas lors de la délibération autorisant la signature du marché, soit dans le cadre d'une délégation permanente du Conseil Communautaire à l'exécutif.

Le président bénéficie déjà d'une délégation permanente concernant l'exécution des marchés et accords-cadres passés en procédure adaptée, visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, les marchés et accords-cadres de travaux d'un montant inférieur à 1 500 000 € H.T. et tous les marchés et accords-cadres visés à l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, ne relevant pas de ses dispositions et dont le montant est inférieur aux seuils et montants précités.

La gestion de la commande publique impose aux collectivités locales et à leurs établissements publics de coopération intercommunale de faire preuve de réactivité et de souplesses afin notamment de résoudre de manière amiable les litiges nés ou à naître concernant l'exécution des marchés susvisés dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il est donc nécessaire, dans un souci de cohérence et d'efficacité, d'étendre les délégations de l'assemblée au président et de créer un article concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics et pour les marchés de travaux dont le montant est inférieur 1 500 000 € H.T.

Il est donc proposé de compléter la délibération n°10984 du 28 juin 2012 en ajoutant un article 29.

Les autres délégations d'attributions consenties par la délibération n°10984 en date du 28 juin 2012 demeurent inchangées.

1.arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'Agglomération ;

2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés

- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts

- avec possibilité de remboursement in fine

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR)

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement

- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt

- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,

- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement

Le président de la Communauté d'Agglomération bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées.

4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics,

prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant de l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur à 1 500 000€HT ,

pour les deux cas susvisés, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5.bis prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics conclus par la Communauté d'Agglomération, ne relevant pas des alinéas 4 et 5 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président.

6. approuver et conclure tous les avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,

approuver et conclure tous les avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

7. autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

8. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

9. créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni de conditions, ni de charges ;

11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

12. exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

13. intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite fixée par le Conseil de Communauté ;

15. agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
 16. adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires ;
 17. approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 18. autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 19. autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
 20. autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;
 21. autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
 22. autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de l'agglomération, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;
 23. autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
 24. autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 25. indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;
 26. prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
 27. préparer, passer, attribuer et signer tous les marchés publics relevant de la compétence et de l'urgence impérieuse telle que définie dans le code des marchés publics, quelques soient leurs montants, à la fois en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
 28. autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.
 29. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels de fournitures courantes et services qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de travaux passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du code des marchés publics, d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération. La présente délibération abroge la délibération n°10984 du Conseil de Communauté du 28 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10984 du 28 juin 2012,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : HORS COMMISSION – SOLUTION MUTUALISÉE D'UNE PLATEFORME OPEN DATA EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES DE CLAPIERS, CURNONSEC, LATTES, LAVÉRUNE, PÉROLS ET SAINT-BRÈS - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME À L'ARTICLE L.5216-7-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

L'ouverture des données ou OPEN DATA consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques permet à des entrepreneurs de créer de nouveaux services ou des applications innovantes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a toujours favorisé le développement des technologies sur son territoire et l'open data relève de cette même volonté.

Ce droit de réutilisation a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifiée la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration, le public et diverses transpositions d'ordre administratif, social et fiscal.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques, notamment en développant une plateforme OPEN DATA et souhaite faire participer ses 31 Communes membres à ce projet.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise à disposition de ces données numériques et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité développer une solution mutualisée de mise à disposition dématérialisée des données publiques en partenariat avec ses Communes membres dans le cadre des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme OPEN DATA,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé,
- Maintenance et mise à jour du portail,
- Paramétrage de la charte graphique,
- Assistance pour la mise en oeuvre de la plateforme au sein de la Commune. Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la Commune.

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune jusqu'au 31 décembre 2013 puis pour deux années supplémentaires.

Les Communes de Clapiers, Cournonsec, Lattes, Lavérune, Pérols et Saint-Brès ont souhaité bénéficier de cette convention de mise à disposition de services.

Les Communes de Castelnau le lez, Castries, Cournonterral et Le Crès bénéficient déjà d'une solution mutualisée « Open Data » avec la Communauté d'Agglomération

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition avec les Communes de Clapiers, Cournonsec, Lattes, Lavérune, Pérols et Saint-Brès,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.